

DEPARTEMENT DES LANDES  
COMMUNE DE LABRIT



DECLARATION DE PROJET N°1  
EMPORTANT  
MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU

Pièce N° 1.  
RAPPORT DE PRESENTATION

Dossier d'approbation

Janvier 2017

LE PRÉSIDENT  
Dominique COUTIERE

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "D. Coutiere", written over a horizontal line.

COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR HAUTE LANDE  
24 Place Gambetta - 40630 SABRES

*re*



## • Le contexte du projet et son intérêt général

### Enjeu économique et écologique

La France s'est engagée sur la voie du développement des énergies renouvelables et de l'accroissement de l'efficacité énergétique, dans le double objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et de sécuriser son approvisionnement énergétique.

Dans ce cadre, le photovoltaïque est en plein développement en France.

L'objectif de la France est de parvenir en 2020 à une capacité photovoltaïque installée de 5400 MW, et s'inscrit dans le cadre des objectifs fixés par la Directive Européenne sur les Energies Renouvelables.

D'ailleurs cette politique fait l'objet d'un troisième appel d'offre, qui a été lancé en mars 2015, pour des installations de moyenne puissance.

**Le potentiel d'ensoleillement que possède le département des Landes le désigne comme un acteur privilégié dans la contribution à l'atteinte des objectifs Nationaux.**

Par contre il convient donc de préserver au maximum des terres agricoles d'ores et déjà menacées par la déprise et le reboisement ou l'urbanisation, et d'orienter en priorité les projets photovoltaïques au sol sur des zones de moindre importance pour l'agriculture et la biodiversité, ce qui est le cas des terrains envisagés pour le parc solaire photovoltaïque de Labrit.

### Les objectifs du maître d'ouvrage

Le programme envisagé vise à :

- mettre en œuvre la politique nationale pour la diversification de la production d'énergie,
- disposer d'un espace de production d'énergie renouvelable conforme aux exigences actuelles en matière d'environnement et d'intégration paysagère.

### Extraits de l'étude d'impact au titre de l'article L122-1 du Code de l'Environnement

ce document a été réalisé par le bureau d'étude ETEN entre 2012 et 2014, complété et en Février 2016.

"Le projet de centrales photovoltaïques est situé sur un terrain plat à basse altitude, sous un climat océanique, dont l'ensoleillement est favorable à l'implantation de centrales photovoltaïques.

Un important réseau de fossés sillonne les emprises projet."

"La zone est située au sein du massif forestier landais. Aucun patrimoine culturel ou archéologique n'est recensé sur la zone d'étude. Les premières habitations sont situées à plus de 800m."

"Aucune contrainte réglementaire n'est recensée sur les milieux naturels au sein de l'emprise."

"Le projet de création d'une centrale photovoltaïque est donc soumis à la procédure d'étude d'impact."

### Documents d'urbanisme en vigueur

La commune de Labrit dispose d'un Plan Local d'urbanisme qui a été approuvé par délibération du conseil municipal le 11 juin 2009. Il a depuis fait l'objet d'une modification approuvée le 1er Mars 2013 permettant la construction d'un collège sur la commune.

Ce dossier s'appuie, en partie, sur des éléments d'informations issus du dossier d'étude d'impact réalisé par la société ETEN au cours des années 2012 et complétée en 2014, actualisé et complété en 2016. Le projet de centrale photovoltaïque est en effet soumis à permis de construire et à étude d'impact en vertu de la rubrique 26 de l'annexe 1 de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, car il consiste à réaliser des « ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol d'une puissance supérieure à 250 kWc ».

## • Les caractéristiques du parc photovoltaïque de Labrit

### Description du projet

La Commune de Labrit envisage de développer un projet de centrale photovoltaïque sur deux sites communaux. Les deux terrains accueillant le projet sont situés à 10 kilomètres au nord-ouest du centre bourg de Labrit, à proximité de la limite communale avec la commune de Luxey et Le Sen.

Le projet consiste en l'implantation de deux centrales photovoltaïques sur une surface de terrain d'environ 46 hectares, répartis sur deux parcelles.

Les terrains d'implantation de Labrit sont relativement plats. Ils nécessitent un dessouchage et de très faibles travaux de terrassement.

La topographie permet donc l'implantation de module sur les deux parcelles communales.

Elle sera générée par l'intermédiaire de structures portantes placées en rangées et orientées plein sud, selon une inclinaison propre au sol plan.

Chaque table d'assemblage des panneaux photovoltaïques aura une surface de contact de l'ordre de 34 m<sup>2</sup> environ.

Les modules photovoltaïques seront portés par une structure métallique légère, ancrée au sol par des pieux enfoncés sur une profondeur maximale de 2 m dans le sol.

Une fois fixés, ils atteindront 3 m de haut au maximum. Les modules ainsi installés seront organisés en bandes parallèles orientées plein sud et espacées de 6 les unes des autres, laissant place à une couverture végétale entre et sous les panneaux.

Une clôture encadrera chaque centrale afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Les bâtiments construits seront de petites tailles car il s'agit de transformateurs, de poste de livraison et d'un poste de contrôle. Les transformateurs seront répartis sur les sites, et les postes de livraisons et de contrôle seront situés vers l'entrée de chaque site.

La localisation des deux sites d'implantation est en pleine zone forestière et implique la mise en place de mesures pour limiter le risque incendie. Pour se faire des pistes seront réalisées sur l'ensemble des pourtours des fermes solaires.

L'implantation des centrales photovoltaïques de Labrit n'engendre ainsi qu'une très faible artificialisation du site. Seuls les bâtiments techniques nécessitent des fondations en béton, ce qui représente 372 m<sup>2</sup> sur les 42 ha du projet, soit 0,12 % de la surface globale. L'herbe repoussera entre les rangées de panneaux.

### Les fossés présents sur le site seront conservés.

De plus, une distance de recul des installations par rapport à ces fossés est prévue dans la conception du projet. Cette distance de recul est de 5 mètres de part et d'autre des fossés.

Un recul par rapport au périmètre de l'opération sera réalisé et formalisé, entre autre, par une piste et une clôture marquant le périmètre de l'opération.

Les accès se feront par la D651, reliant Labrit à Luxey, au niveau du carrefour avec la D392 allant vers Le Sen. Ensuite, à 3,5 km, les accès aux centrales se feront par les pistes forestières existantes.

## Analyse de l'état initial de l'Environnement

### Le milieu physique

#### Topographie

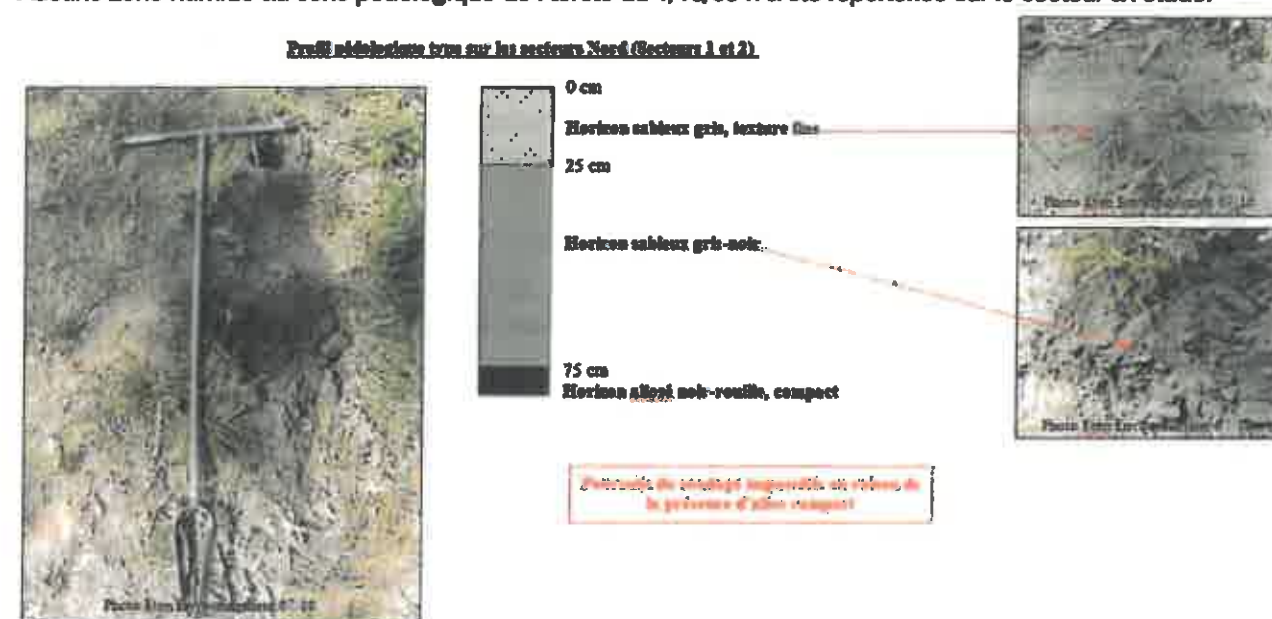
La zone d'étude est caractérisée par des altitudes oscillant entre 103 et 111 m NGF. Les points hauts du site d'étude sont relevés dans la partie Nord tandis que les secteurs dépressionnaires sont localisés dans le Sud du projet (aire d'étude numéro 4).

Ainsi, la topographie générale du site est caractérisée par une pente orientée Nord/Sud de l'ordre de 2,4 %. Cette pente relativement faible rend les parcelles propices au projet de centrales photovoltaïques.

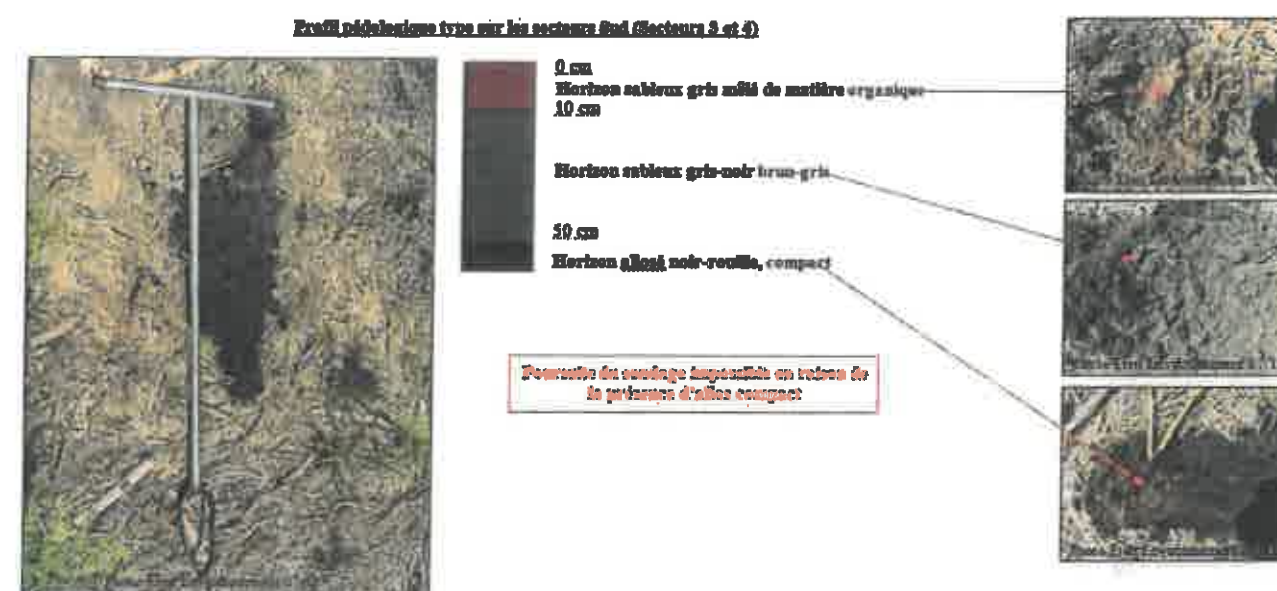
#### Pédologie

L'étude pédologique réalisée en 2010 montre que l'ensemble du site est recouvert par une formation pédologique sableuse ne présentant pas de traces caractéristiques de remontée de nappe souterraine ou encore de venue d'eau très proche de la surface.

Aucune zone humide au sens pédologique de l'arrêté du 1/10/09 n'a été répertoriée sur le secteur à l'étude.



**Profil pédologique type sur les secteurs Sud (Secteurs 3 et 4)**



#### Hydrographie

(Source : Agence de l'eau Adour-Garonne)

L'aire d'étude fait partie de l'Unité Hydrographique de Référence de la Midouze.

L'aire d'étude fait partie de 3 zones hydrographiques distinctes :

- S202 : La Leyre du confluent de la craste de Toulouse au confluent du Calède;
- S201 : La Leyre du confluent de la barade du Daix au confluent de la craste de Toulouse (incluse) ;
- Q252 : L'Estrigon du confluent du Bernin (inclus) au confluent du Biensang.

L'aire d'étude est traversée par un cours d'eau codifié et deux canaux:

- Un canal intermittent (S2022132), traversant d'Ouest en Est l'aire d'étude n°2;
- Un cours d'eau (Q2520500), correspondant au Ruisseau de Bernin. Le ruisseau du Bernin est considéré comme un canal intermittent (Q2520502) à partir de l'amont du plan d'eau. Ainsi, ce canal traverse l'aire d'étude n°4.
- Un canal intermittent (S2021162), traversant du Sud vers le Nord, l'aire d'étude n°2.

Il est également traversé par plusieurs canaux intermittents non codifiés.

Le site d'étude n'est pas concerné par une masse d'eau superficielle, la plus proche étant le Ruisseau de Lagaraille (FRFR284\_1) qui se situe à 2 km en aval.

Afin de maintenir ou d'améliorer la qualité des rivières, des objectifs ont été mis en place, en application de la circulaire du 17 mars 1978 sur « la politique des objectifs de qualité des cours d'eau, canaux, lacs ou étangs ». Tous ces objectifs de qualité sont repris dans le SDAGE<sup>1</sup> adopté par le comité de bassin et approuvé par le préfet coordinateur de bassin. Le SDAGE 2010-2015, ne prend pas en compte la qualité des cours d'eau mais est focalisé sur la qualité des masses d'eau.

Les données suivantes concernent les masses d'eau la plus proche du site d'étude (2 km de l'aire d'étude).

<sup>1</sup> Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux : document issu de la loi sur l'eau, fixant les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin Adour-Garonne

m

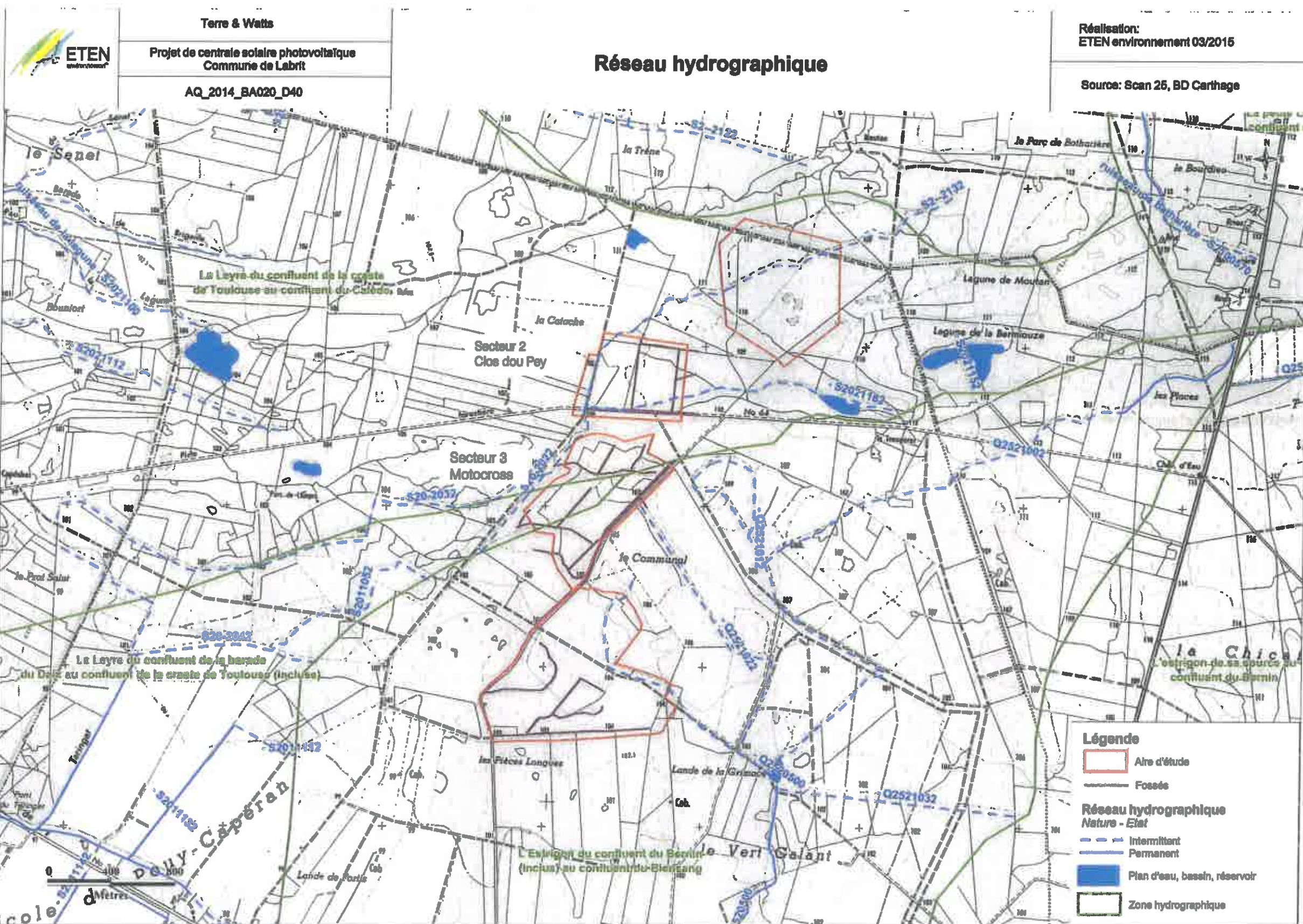
**Le Ruisseau de Lagaraille (FRFR284\_1)**

L'évaluation 2006-2007 de cette masse d'eau indique un bon état écologique et chimique (indice de confiance faible). L'objectif global de cette masse d'eau est d'atteindre un bon état global pour 2015 avec un bon état écologique et un bon état chimique pour 2015. L'état des lieux validé en 2013 sur ce même cours d'eau, confirme le bon état écologique (indice de confiance faible) mais classe l'état chimique comme Inconnu.

		Indice de confiance			Indice de confiance
Etat écologique (Modélisé) :		Bon ●○○	Etat chimique :		Bon ●○○
Etat biologique :		Non classé			
IBGN :		Non classé			
IBD :		Non classé			
IPR :		Non classé			
Etat physico-chimique :		Non classé			
Oxygène :		Non classé			
Température :		Non classé			
Nutriments :		Non classé			
Acidification :		Non classé			

Carte 1 : Etats écologique et chimique du ruisseau de Lagaraille (source : Agence de l'Eau Adour-Garonne)

m



Carte 2 : Réseau hydrographique

*m*

Le milieu biologique

Contexte réglementaire

(Source : DREAL Aquitaine)

L'aire d'étude n'est pas située dans un périmètre Natura 2000 et n'est contenue dans aucun périmètre d'inventaire ZNIEFF ou ZICO.

Description des milieux naturels

Contexte général des 4 aires d'étude

(sources : inventaires de terrain de 2010, 2012, 2013 et 2014)

Le périmètre d'étude se situe en contexte forestier, et son évolution est intimement liée au cycle d'exploitation du Pin maritime.

Dix-huit complexes d'habitats naturels et anthropiques ont ainsi été identifiés lors des prospections de terrain. Le tableau suivant répertorie les habitats rencontrés sur l'aire d'étude.

Tableau 1 : Habitats naturels rencontrés sur le site

Intitulé	Code CORINE Biotope	Code EUR15 / Natura 2000
Mare	22.1	/
Cours d'eau	24	/
Lande humide atlantique	31.12	4020*
Lande à Molinie	31.13	/
Lande à Molinie, Avoine de Thore et Brande	31.13	/
Lande à Fougère aigle	31.86	/
Lande à Molinie et Fougère	31.13 x 31.86	/
Fruticée des sols pauvres atlantiques	31.83	/
Fruticée des sols pauvres atlantiques sur Lande à Molinie et Fougère	31.13 x 31.86 x 31.83	/
Fruticée sur Lande à Molinie et à fougère	31.83 x 31.85 x 31.13	/
Fruticée sur Lande à Fougère	31.83 x 31.86	/
Chênale acidiphile éparse	41.5	/
Jeune plantation de Pins sur lande à Molinie	42.813 x 31.13	/
Jeune plantation de Pins sur lande à Ericacées	42.813 x 31.2	/
Jeune plantation de Pins sur lande à Fougère	42.813 x 31.86	/
Plantation de Pins maritimes sur lande à Fougère	42.813 x 31.86	/
Plantation de Pins maritimes sur fruticée des sols pauvres atlantiques	42.813 x 31.83	/

Intitulé	Code CORINE Biotope	Code EUR15 / Natura 2000
Cultures	82.1	/

Ces dix-huit complexes d'habitats correspondent à dix habitat du code CORINE Biotope.

Zoom sur les deux aires d'étude objet de la modification du document d'urbanisme

(sources : inventaires de terrain de 2010, 2012, 2013 et 2014 et mise à jour 2015)

Globalement, on observe la même composition d'habitats sur les sites 2 et 3, objets de la modification du document d'urbanisme. En effet, les deux emprises étudiées sont principalement constituées de fruticées sur lande à Molinie et Fougère. Autrement-dit, les parcelles sont composées d'une strate basse largement dominée par la Molinie bleue (*Molinia caerulea*), celle-ci constitue le fond végétal commun à la quasi-totalité des périmètres étudiés. Cette strate basse est surmontée d'une lande à Fougère plus ou moins haute et plus ou moins recouvrante selon les secteurs. Ainsi que d'une fruticée à Bourdaine (*Frangula alnus*) également plus ou moins recouvrante selon les secteurs. Même si l'on observe des différences de densité de la Fougère aigle ou de la Bourdaine selon les secteurs, la composition floristique est équivalente à l'ensemble des périmètres d'études. Les cartes mises à jour présentent toutefois les petites variations locales.

D'autre part, la lande à Molinie est présence ici en grande majorité sous sa forme dégradée (CCB : 31.13), toutefois la présence ponctuelle de Bruyère à quatre angle (*Erica tetralix*), dans les petites dépressions formées par le microrelief du site, laissent supposer une évolution progressive de cette lande dégradée vers un faciès appauvri de lande humide atlantique (CCB : 31.12 | EUR28 : 4020\*). Ce faciès très riche en Molinie dans lequel le cortège d'espèces caractéristiques est appauvri présente un moindre intérêt écologique, mais peut être restauré.

Enfin, les landes du site observent une évolution dynamique progressive vers des fruticées à Bourdaine, tendant à faire disparaître naturellement la lande humide atlantique.

Les aires d'études renferment 16 complexes d'habitats naturels et anthropiques.

Le tableau suivant répertorie les habitats rencontrés sur l'aire d'étude.

Tableau 2 : Habitats naturels et anthropiques rencontrés sur le site

Intitulé	Code CORINE Biotopes	Code EUR28 / Natura 2000
Mare	22.1	/
Lande humide atlantique	31.12	4020*
Lande à Molinie	31.13	/
Lande à Molinie et patchs de lande humide atlantique	31.13 x 31.12	4020*
Lande à Molinie et Fougère	31.13 x 31.86	/
Fruticée sur lande à Molinie	31.13 x 31.83	/
Fruticée sur lande à Molinie et Fougère	31.13 x 31.83 x 31.86	/
Fruticée sur lande à Molinie et Fougère avec jeunes Pins et Chênes épars	31.13 x 31.83 x 31.86	/
Très jeune plantation de Pins maritimes sur lande à Molinie et Fougère	42.813 x 31.13 x 31.86	/
Jeune plantation de Pins sur lande à Molinie	42.813 x 31.13	/

*[Signature]*

Intitulé	Code CORINE Biotope	Code EUR28 / Natura 2000
Jeune plantation de Pins sur lande à Molinie et Fougère	42.813 x 31.13 x 31.86	/
Jeune plantation de Pins sur lande à Molinie, Bruyère à balais et Fougère	42.813 x 31.13 x 31.86	/
Jeune plantation de Pins sur lande à Fougère	42.813 x 31.86	/
Jeune plantation de Pins sur lande à Fougère et Bruyère à balais	42.813 x 31.86	/
Chemin	86	/
Friche	87.1	/

Ces 16 complexes d'habitats correspondent à 8 habitats selon la typologie CORINE Biotope.



Lande à Molinie associée à la Fougère aigle et à la fruticée de Bourdaine  
© ETEN Environnement



Lande à Molinie © ETEN Environnement



Lande à Molinie associée à la Fougère aigle et à la fruticée de Bourdaine  
© ETEN Environnement

m



Lande à Fougères © ETEN Environnement



Lande à Fougères dense surplombant le Molinie © ETEN Environnement



Bioévaluation des habitats naturels et hiérarchisation des enjeux

Les enjeux du site d'étude sont donc très faibles à très forts concernant les habitats naturels et anthropiques. Les enjeux les plus forts sont localisés sur les zones humides et notamment un habitat d'intérêt communautaire prioritaire (lande humide atlantique), ainsi qu'au niveau des milieux aquatiques.

Tableau 3 : Hiérarchisation des enjeux des habitats naturels

Habitats naturels	Code CORINE Biotopes	Statut (Code EUR16 / Natura 2000)	Rareté	Vulnérabilité	Enjeu de conservation
Landes humides atlantiques	31.12	4020*	AR	Forte	Très fort
Mare	22.1	/	/	AR	Forte
Cours d'eau	24	/	/	AR	Forte
Chênaie acidiphile éparse	41.5	/	C	Modérée	Modéré
Landes à Molinie	31.13	/	C	Faible	Faible
Landes à Molinie, Avoine de Thore et Brande	31.13	/	C	Faible	Faible
Landes à Fougère aigle	31.86	/	CC	Faible	Faible
Landes à Molinie et Fougère	31.13 x 31.86	/	CC	Faible	Faible
Fruticée des sols pauvres atlantiques	31.83	/	C	Faible	Faible
Jeune plantation de Pins sur landes à Molinie	42.813 x 31.13	/	C	Faible	Faible
Jeune plantation de Pins sur landes à Ericacées	42.813 x 31.2	/	C	Faible	Faible
Jeune plantation de Pins sur landes à Fougère	42.813 x 31.86	/	CC	Faible	Faible
Fruticée sur Landes à Molinie et à fougère	31.83 x 31.85 x 31.13	/	C	Faible	Faible
Fruticée sur Landes à Fougère	31.83 x 31.86	/	C	Faible	Faible
Plantation de Pins maritimes sur landes à Fougère	42.813 x 31.86	/	CC	Faible	Faible
Plantation de Pins maritimes sur fruticée des sols pauvres atlantiques	42.813 x 31.83	/	C	Faible	Faible
Cultures	82.1	/	/	/	Très faible

Rareté : Très rare (RR) ; Rare (R) ; Assez Rare (AR) ; Commun (C) ; Très commun (CC)

La flore

La flore présente au sein du site d'étude est commune. En effet, la culture du Pin maritime (*Pinus pinaster* Aiton) a tendance à homogénéiser et appauvrir le milieu et donc les espèces végétales présentes. Les espèces les plus représentatives du site sont le Pin maritime (*Pinus pinaster* Aiton), la Molinie bleue (*Molinia caerulea* (L.) Moench), la Fougère aigle (*Pteridium aquilina* (L.) Huhn), la Bruyère à balais (*Erica scoparia* L. subsp. *scoparia*), l'Ajonc d'Europe (*Ulex europaeus* L. subsp. *europaeus*), la Bourdaine (*Frangula dodonei* Ard.) et dans une moindre mesure l'Avoine de Thore (*Pseudarrhenatherum longifolium* (Thore) Rouy). Plusieurs espèces végétales allochtones ont été observées sur l'aire d'étude. Il s'agit de la Vergerette du Canada (*Conyza canadensis* (L.) Cronq.), espèce invasive avérée, du Raisin d'Amérique (*Phytolacca americana* L.) et du Panic à feuilles en rosette (*Dichanthelium acuminatum* (Sw.) Gould & C.A.Clark var. *implicatum*), espèces envahissantes à surveiller. Les investigations de terrain ont permis de recenser deux espèces végétales d'intérêt patrimonial<sup>2</sup>. Il s'agit du Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*) et du Rossolis intermédiaire (*Drosera intermedia*). Le Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia* L.) est protégé au niveau national et est assez rare dans le massif des Landes de Gascogne. Le Rossolis Intermédiaire (*Drosera intermedia* Hayne) est protégée au niveau national mais commune dans le massif des Landes de Gascogne.



Drosera rotundifolia (photo non prise sur le site) et Drosera intermedia (photo non prise sur le site)  
© ETEN Environnement

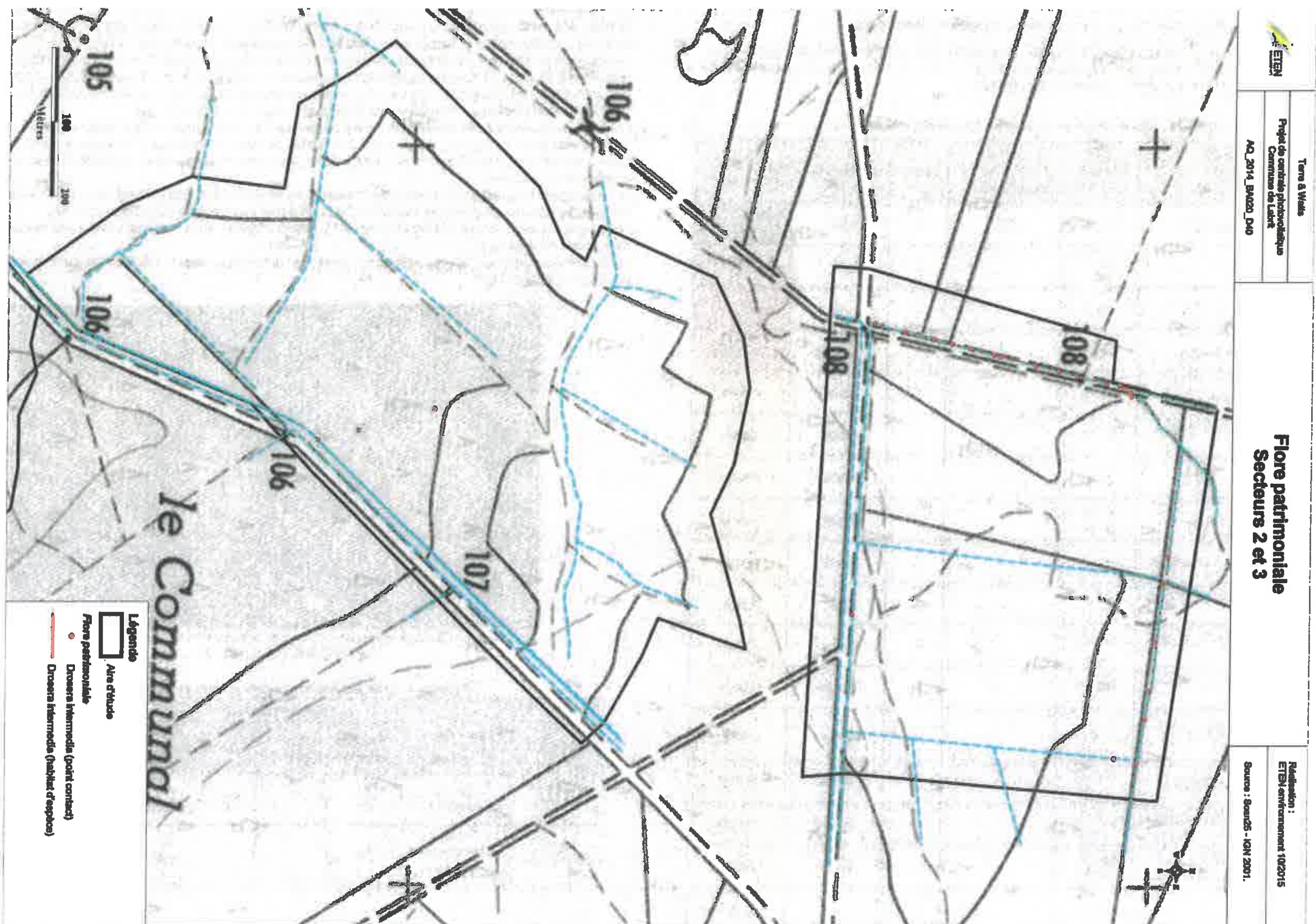
Tableau 4 : Liste des espèces patrimoniales et enjeux associés

Nom français	Nom latin	Statut réglementaire				Rareté	Vulnérabilité	Enjeu
		Protection Nationale	Protection Régionale	DH	Liste rouge France			
Rossolis à feuilles rondes	<i>Drosera rotundifolia</i> L.	Oui	/	Non	A surveiller	AR	Forte	Très fort
Rossolis intermédiaire	<i>Drosera intermedia</i> Hayne	Oui	/	/	A surveiller	C	Forte	Modéré

Rareté : Très rare (RR) ; Rare (R) ; Assez Rare (AR) ; Commun (C) ; Très commun (CC)

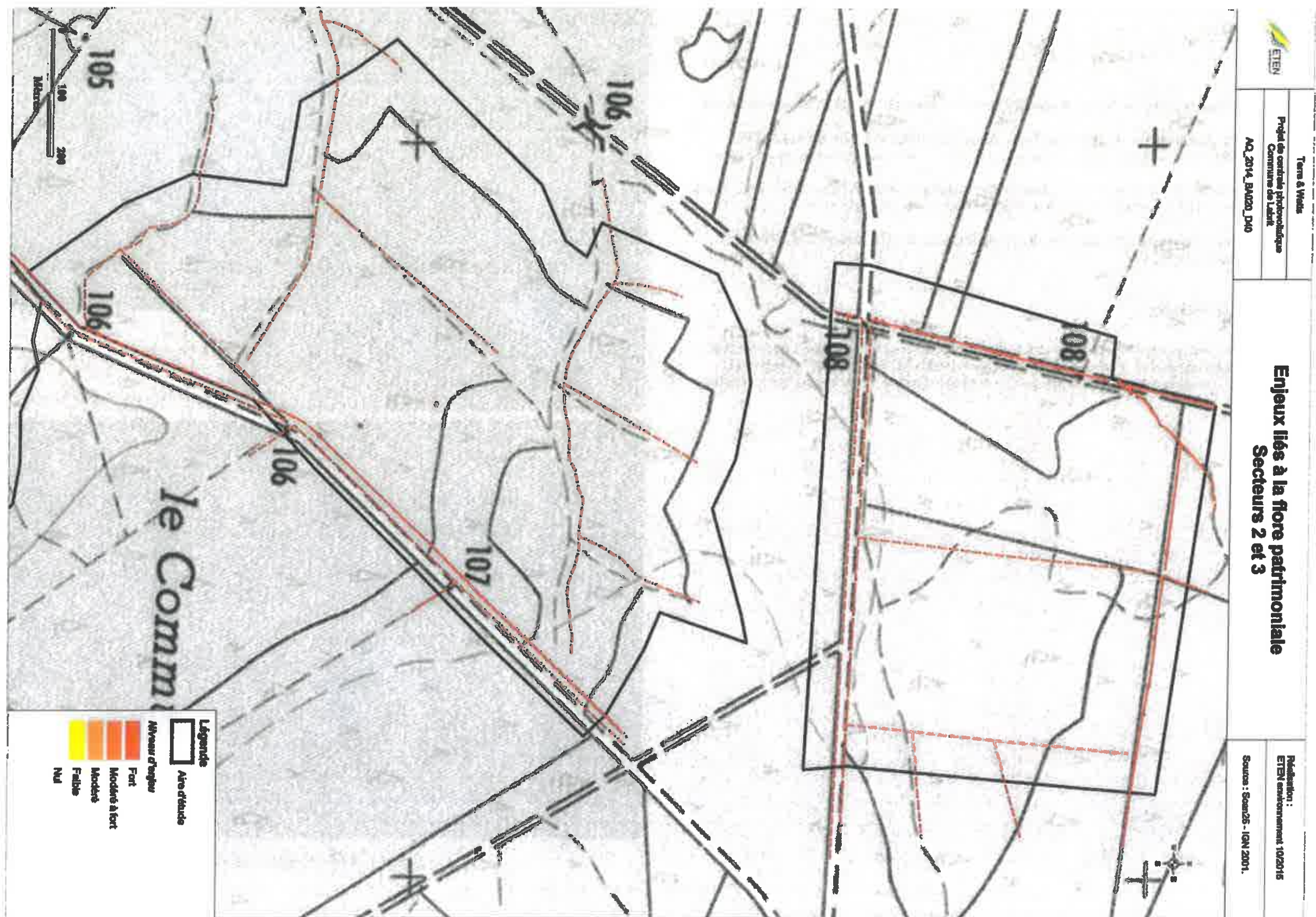
<sup>2</sup> Espèces inscrites à la directive « Habitat » ; espèces protégées au niveau national, régional et/ou départemental ; espèces inscrites sur la Liste Rouge

*Handwritten signature*



Carte 4 : Localisation de la flore patrimoniale

2



Carte 5 : Enjeux concernant la flore patrimoniale

*m*

## Les zones humides

### Identification

Comme vu précédemment, aucune zone humide au sens pédologique de l'arrêté du 1/10/09 n'a été répertoriée sur le secteur à l'étude.

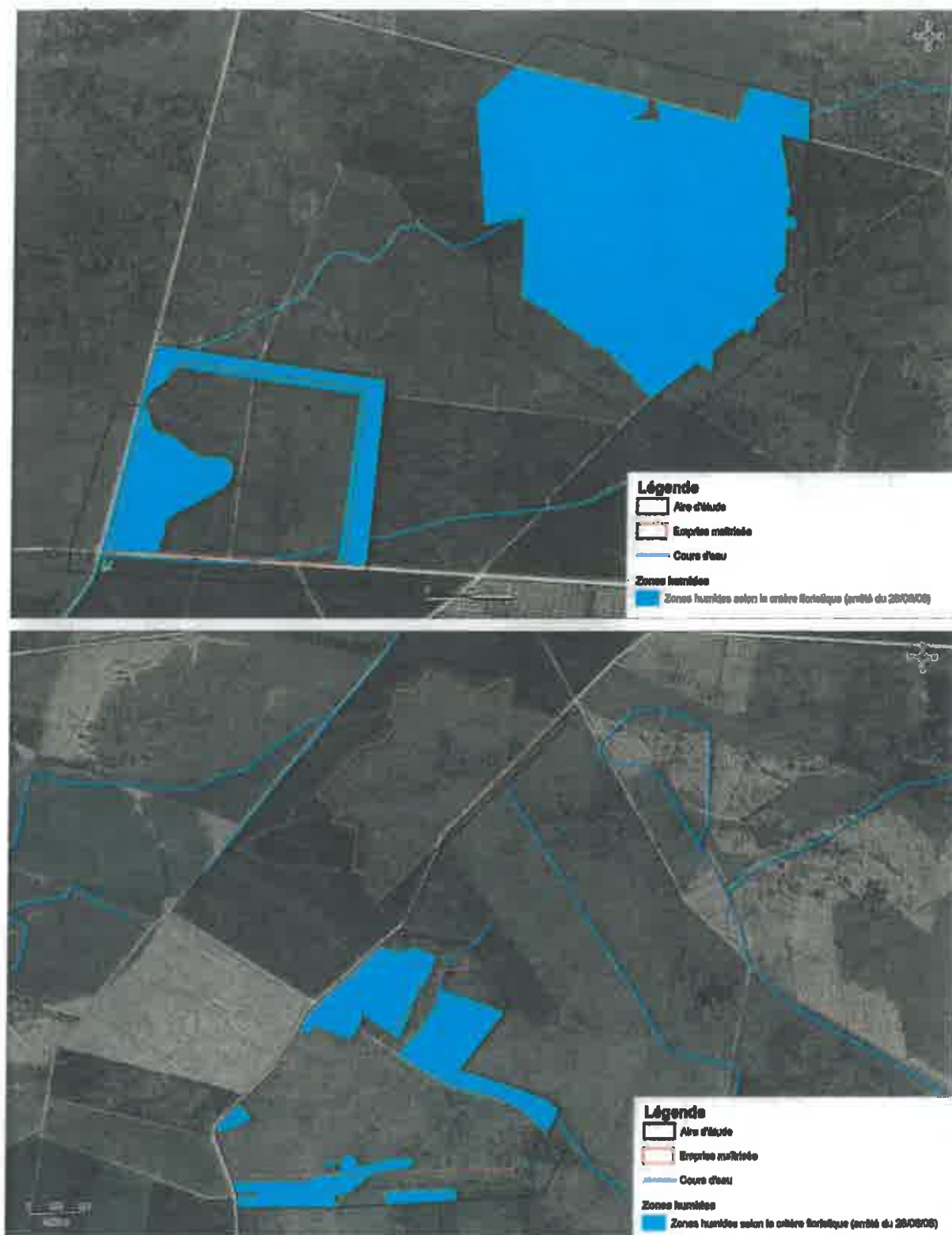
**L'aire d'étude est néanmoins concernée par des zones humides, déterminées d'après l'arrêté du 24 juin 2008 modifié selon le critère habitat :** lande à Molinie bleue, lande humide à Molinie bleue en cours de fermeture, lande humide à *Erica tetralix*.

Ces zones humides, déterminées selon le critère habitat, sont étroitement liées à l'évolution des milieux. Ainsi, lors de la première expertise, les zones humides étaient essentiellement présentes sur les secteurs 1 et 4.

Suite à l'évolution des milieux et de la végétation associée, des zones humides ont été identifiées en 2015 sur les secteurs 2 et 3 (cf. carte page suivante).

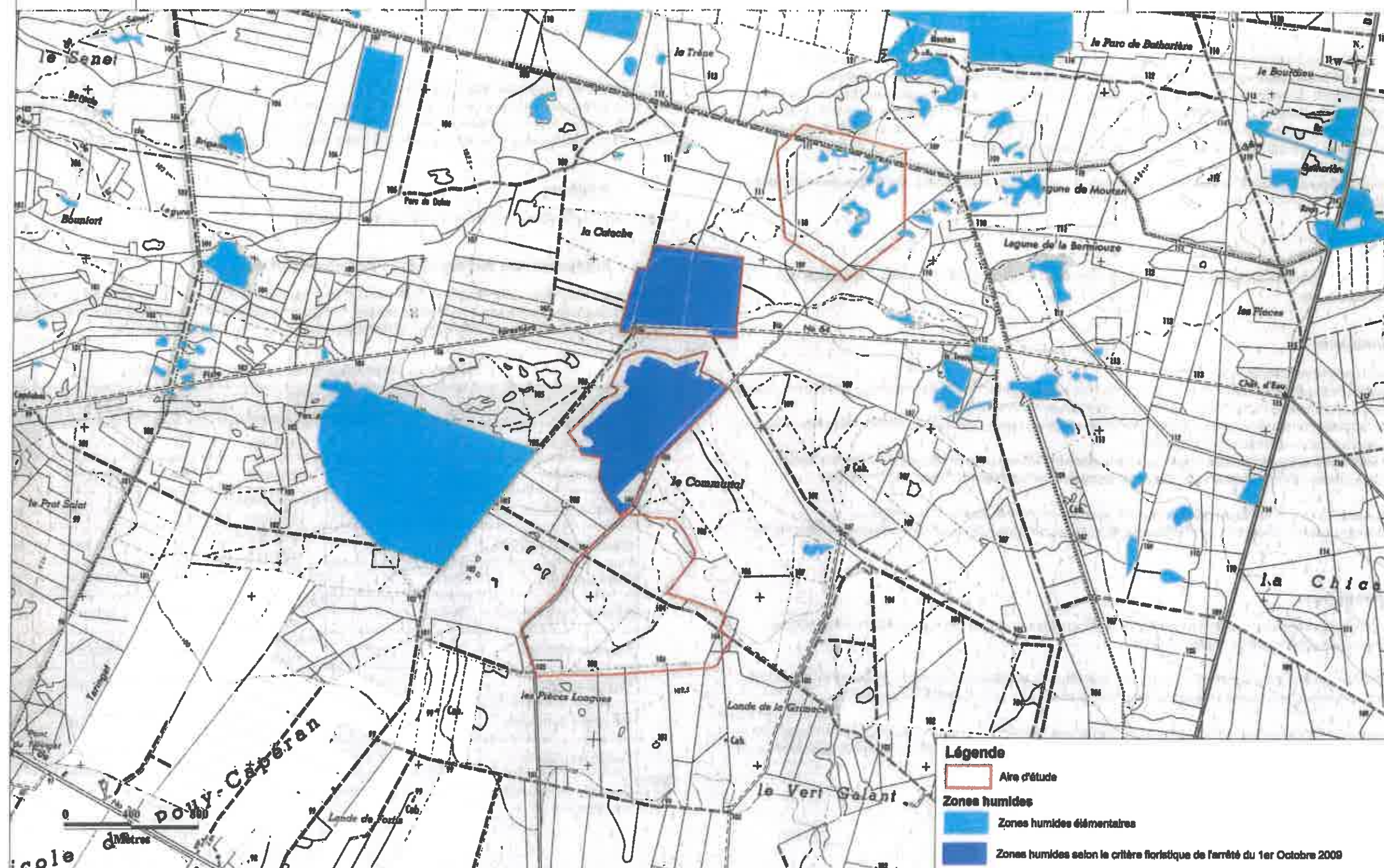
### Fonctionnement des zones humides

La présence d'alias constitue une couche imperméable participant à la rétention des eaux pluviales superficielles au sein des horizons pédologiques supérieurs, et ainsi à la formation d'une nappe dite perchée. Cet engorgement temporaire en eau offre des conditions optimales à la reprise de formations végétales typiques des zones humides floristiques.



Carte 6 : Zones humides identifiées en 2012

m



### Carte 7 : Zones humides identifiées en 2015

Les espèces animales et leurs habitats

Les points de contact des espèces inventoriées dans le cadre de la présente étude ainsi que leurs habitats sont identifiés sur la Carte 8 : Habitats d'espèces, page 21.

Oiseaux

La diversité des milieux présents propose des habitats ouverts, semi ouverts avec des faciès plus ou moins embroussaillés et des milieux plus humides ce qui permet la présence de plusieurs espèces d'oiseaux. Les inventaires ont permis de recenser 22 espèces nicheuses sur site ou à proximité. Le cortège principal lié à ces milieux est constitué principalement de passereaux. Parmi ces espèces, un certain nombre sont communes tels que : la Mésange charbonnière, le Pinson des arbres, le Troglodyte mignon, le Rouge-gorge familier, la Fauvette à tête noire, le Plpît des arbres, le Pouillot véloce, la Corneille noire, la Sittelle torchepot ...

D'autres espèces patrimoniales ont été également observées. Il s'agit du Busard cendré, de l'Engoulevent d'Europe et de la Fauvette pitchou.

Reptiles

Lors des prospections de terrain réalisées sur site, deux espèces de reptiles ont été observées : le Lézard des murailles et la Vipère aspic.

Amphibiens

Quatre espèces d'amphibien ont été identifiées. La Grenouille verte, protégée au niveau national, se reproduit dans une grande variété de biotope. 5 individus adultes ont été entendus à proximité de l'aire d'étude, au niveau des fossés de bord de piste. La Salamandre tachetée, protégée au niveau national, est présente au niveau des fossés de bord de piste. 1 larve a été identifiée, attestant de la reproduction de l'espèce. 2 individus de Grenouille agile ont été également identifiés dans les fossés de bord de piste du secteur Sud, à proximité de l'aire d'étude. Enfin, 1 individu de Crapaud épineux a été identifié à l'Ouest du 2<sup>ème</sup> secteur.

Il est à noter qu'aucun têtard ou ponte n'a été trouvé sur le site pour les Grenouilles et le Crapaud. Le réseau de fossés présent au sein de l'aire d'étude a été prospecté. Néanmoins aucun individus n'a été entendu ou vu.

Mammifères

Des traces et indices de présence de Renard roux, Chevreuil, de Blaireau et de Sanglier ont été notés sur l'aire d'étude. Aucune espèce patrimoniale n'a été identifiée.

Les canaux intermittents présents sur le site ne sont pas favorables à la présence du Vison d'Europe et de la Loutre qui sont des mammifères semi-aquatiques utilisant les cours d'eau pour se nourrir et se reproduire.

Lors des inventaires nocturnes, une espèce de chauve-souris a été identifiée sur les secteurs 2, 3 et 4. Il s'agit de la Pipistrelle commune qui émet des ultrasons entre 42 et 49 kHz. Aucun gîte n'a été noté sur les différents secteurs, il s'agit d'individus en chasse sur l'aire étudiée.

La Pipistrelle commune chasse en lisière de végétation haute et dans les villages éclairés.

Insectes

Les inventaires ont permis de mettre en évidence plusieurs espèces communes d'insectes sur la zone d'étude. Deux espèces patrimoniales ont également été inventoriées ; Il s'agit du Fadet des laiches et du Grand capricorne.

Le Fadet des laiches, inscrit en annexe II et IV de la Directive habitat, fréquente les prairies, les landes ou marais tourbeux à molinie bleue et/ou choin noirâtre. Cette espèce est très sédentaire ce qui la rend vulnérable à la fragmentation des habitats. Plusieurs individus ont été contactés sur le secteur le plus au Nord (9 individus en 2010 et 3 individus en 2012, la diminution du nombre d'individus contactés pouvant être lié à la fermeture en cours du milieu).

En ce qui concerne le Grand capricorne (espèce inscrite en annexe II et IV de la Directive Habitats), celui-ci s'observe dans tous les types de milieux où des chênes (souvent âgés) sont présents : les larves sont xylophages. Sur le secteur le plus au Sud, un individu adulte a été noté sur un chêne en 2010. Ainsi quelques chênes plus ou moins isolés ont été maintenus sur le secteur le plus au Sud ce qui explique la présence du Grand capricorne.

Poissons

Aucun enjeu vis-à-vis des poissons n'a été mis en évidence.

Bioévaluation des espèces et de leurs habitats

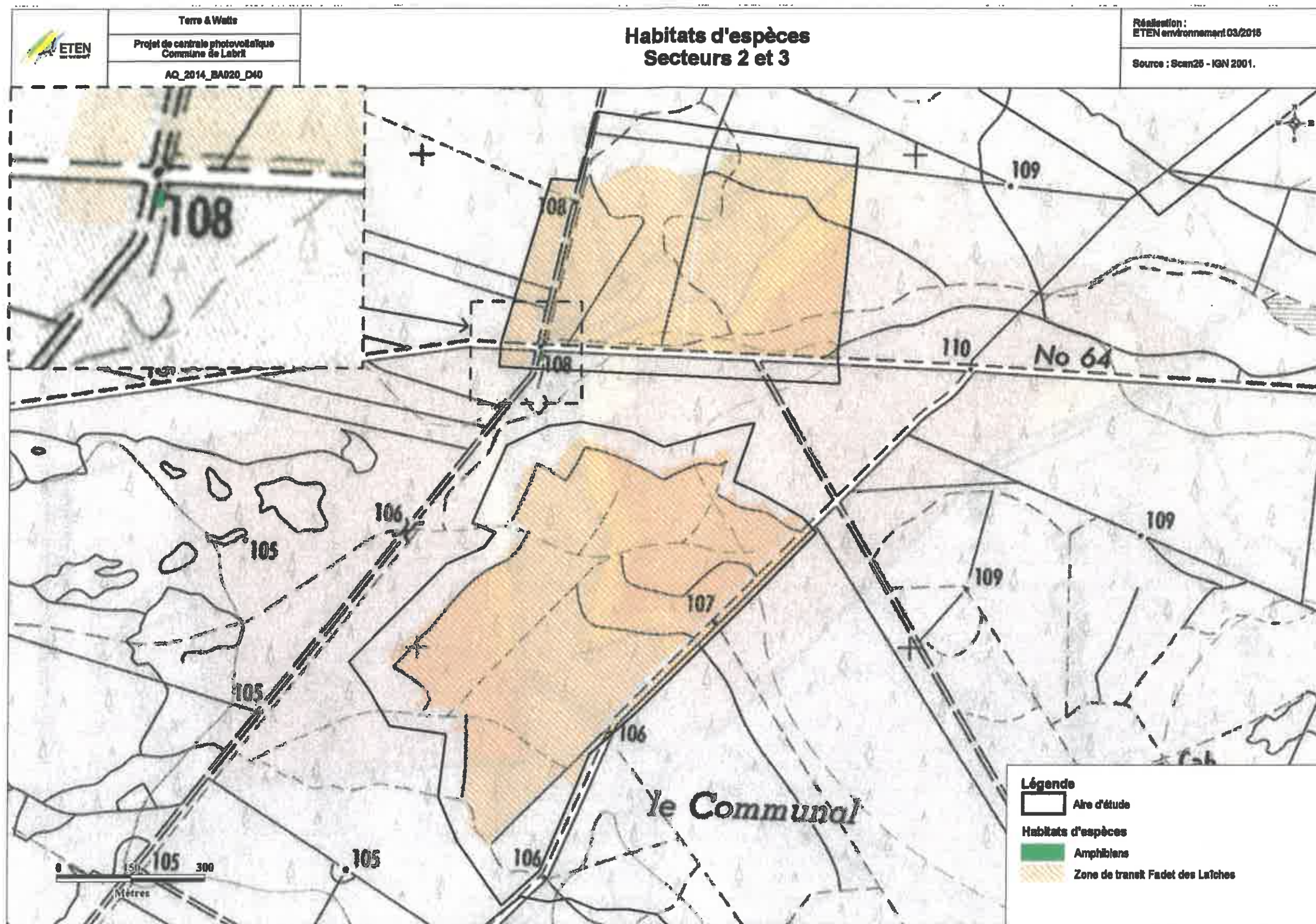
A l'issue des inventaires, dix espèces présentant un enjeu notable ont été identifiées sur l'aire d'étude : la Fauvette pitchou, l'Engoulevent d'Europe, le Busard cendré, le Fadet des laiches, la Grenouille verte, le Crapaud commun, la Grenouille agile, la Salamandre tachetée, la Pipistrelle commune et le Grand Capricorne.

Tableau 5 : Bioévaluation des espèces patrimoniales

Nom français	Statut réglementaire			Rareté	Vulnérabilité	Enjeux
	PN	DO/DH	LR nationale			
Fadet des Laiches	Art. 3	An. II	En danger	R	Forte	Très fort
Busard cendré	Art. 3	An. I	Vulnérable	AR	Moyenne	Modéré
Fauvette pitchou	Art. 3	An. I	Préoccupation mineure	C	Moyenne	Modéré
Engoulevent d'Europe	Art. 3	An. I	Préoccupation mineure	C	Moyenne	Modéré
Grenouille verte	Art. 3	/	Quasi menacé	C	Moyenne	Modéré
Salamandre tachetée	Art. 3	/	Préoccupation mineure	C	Moyenne	Modéré
Crapaud commun	Art. 3	/	Préoccupation mineure	C	Moyenne	Modéré
Grenouille agile	Art. 2	An. IV	Préoccupation mineure	C	Moyenne	Modéré
Pipistrelle commune	Art. 2	An. IV	Préoccupation mineure	C	Moyenne	Modéré
Grand capricorne	Art. 2	An. II et IV	indéterminé	AR	Moyenne	Modéré

Légende :  
CC : commun ; C : commun ; AR : assez rare ; R : rare ; RR : très rare  
\* : présence potentielle

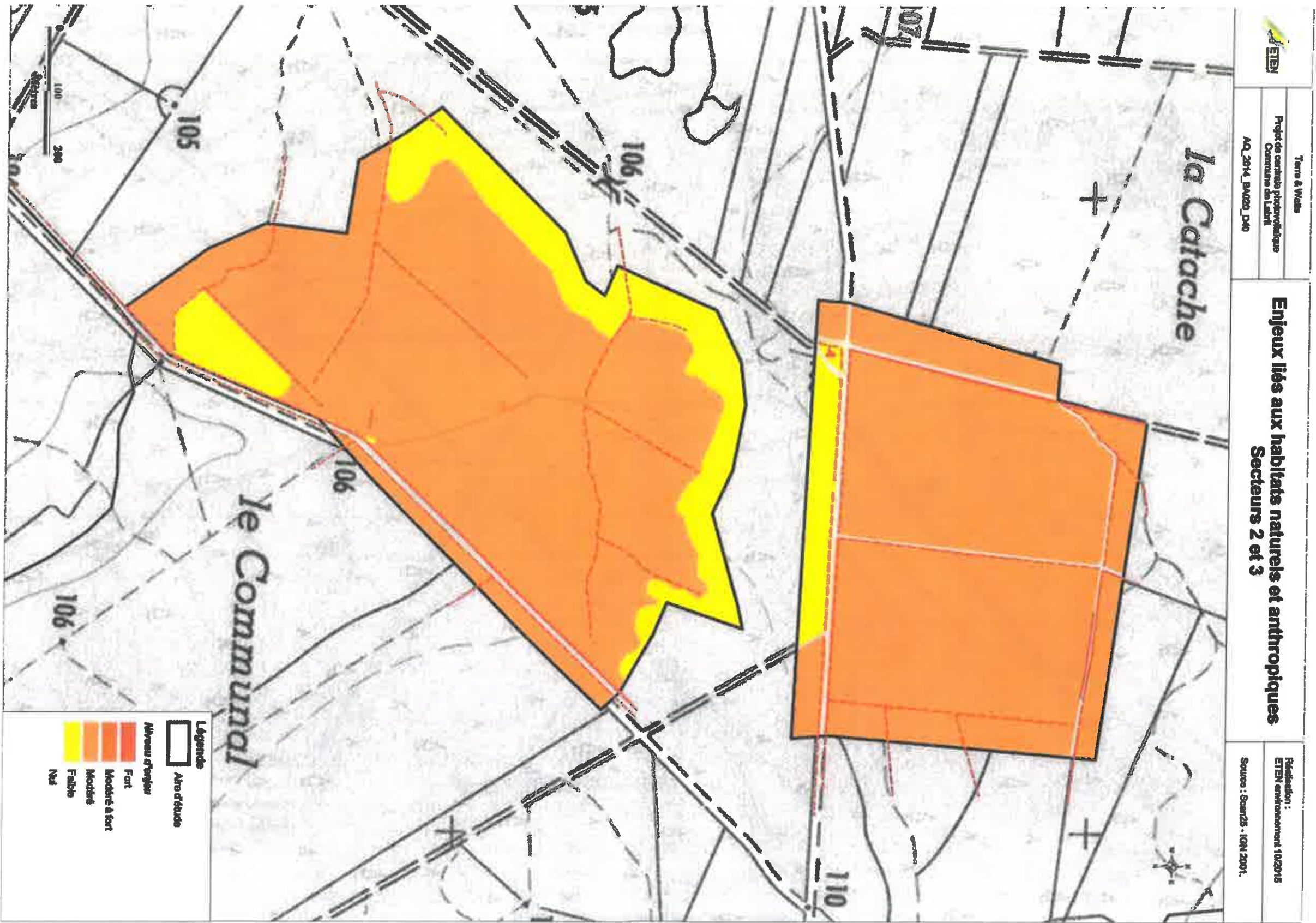
Handwritten signature or mark.



Carte 8 : Habitats d'espèces (secteurs 2 et 3)

*m*

2



## Trame

### verte et bleue

L'aire d'étude est composée de quelques plantations et de milieux ouverts disposés plus ou moins en mosaïque.

Cette physionomie est favorable à la grande faune (chevreuil, sanglier) qui bénéficie de grandes étendues boisées.

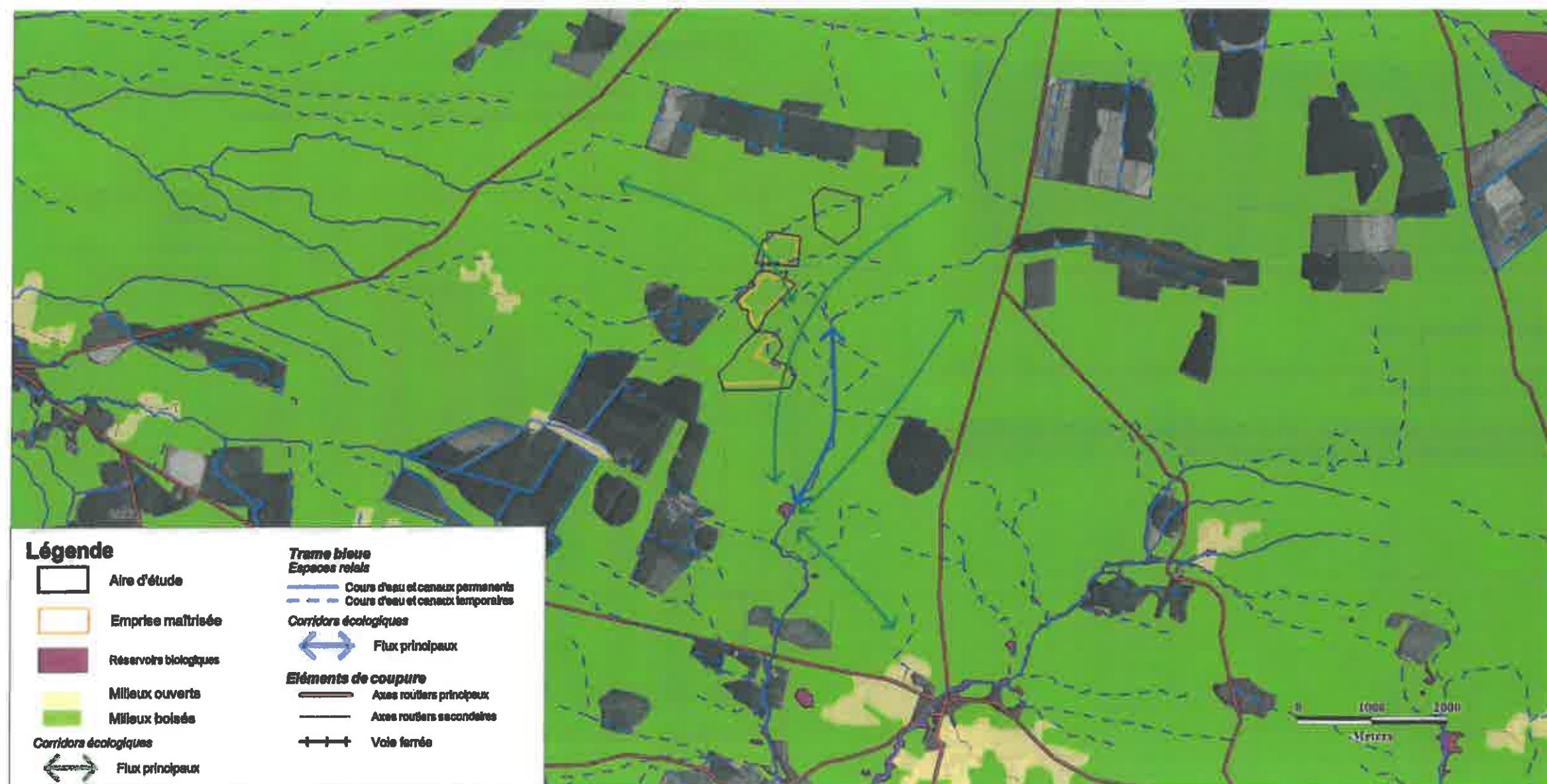
La présence de nombreux milieux ouverts sur l'aire d'étude éloignée offre des lieux d'alimentation pour des espèces d'oiseaux caractéristiques (Fauvette pitchou, Busard cendré...).

D'autres milieux ouverts sont favorables à l'entomofaune notamment à une espèce rare : le Fadet des laïches.

La biodiversité est relativement importante sur le secteur d'étude. Le premier réservoir biologique (site Natura 2000) est localisé à environ 1,7 km de l'aire d'étude. A l'instar de l'ensemble du massif forestier landais, l'aire d'étude et ses abords ne constituent ainsi que des espaces relais.

Des cours d'eau temporaire sont présents en bordure de l'aire d'étude, ils permettent une continuité écologique pour les flux biologiques aquatiques.

Carte 9 : Trame verte et bleue



*m*

Les ressources naturelles

La ressource en eau

Périmètres de protection de captage

La commune de Labrit possède un point de prélèvement pour l'eau potable dans la nappe captive à 130 mètres de profondeur. Il se situe à 2,7 km de l'aire d'étude.

L'aire d'étude n'est pas concernée par un périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable.

Usages et pression sur la ressource en eau

Les pressions agricole, domestique, industrielle, liées à la ressource et à la morphologie sont faibles pour la masse d'eau du ruisseau de Lagaraille.

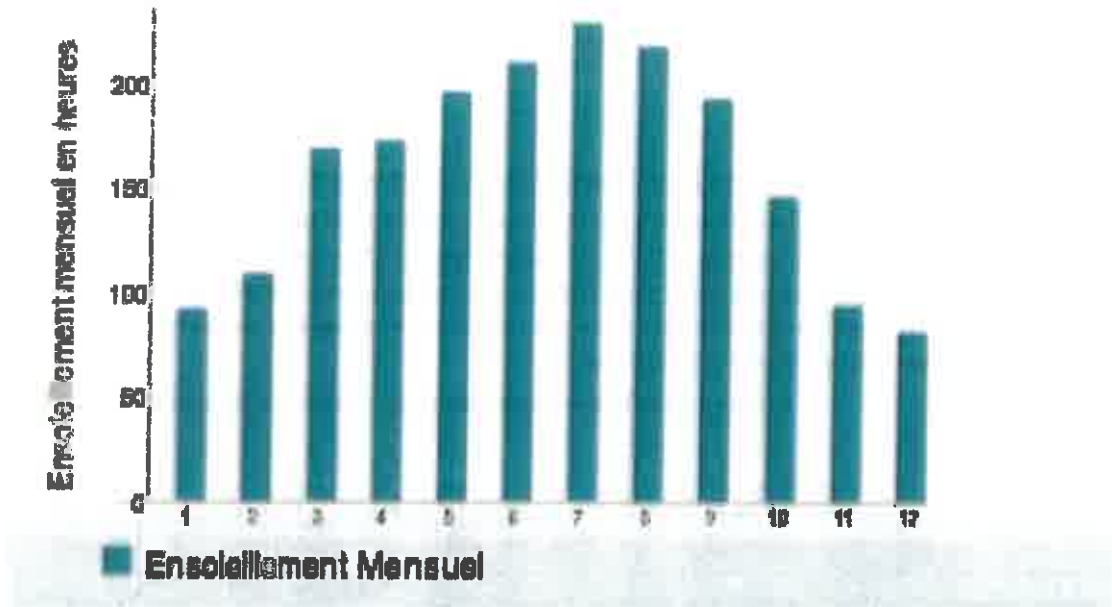


Carte 10 : Usage et pression du ruisseau de Lagaraille (source : Agence de l'Eau Adour-Garonne)

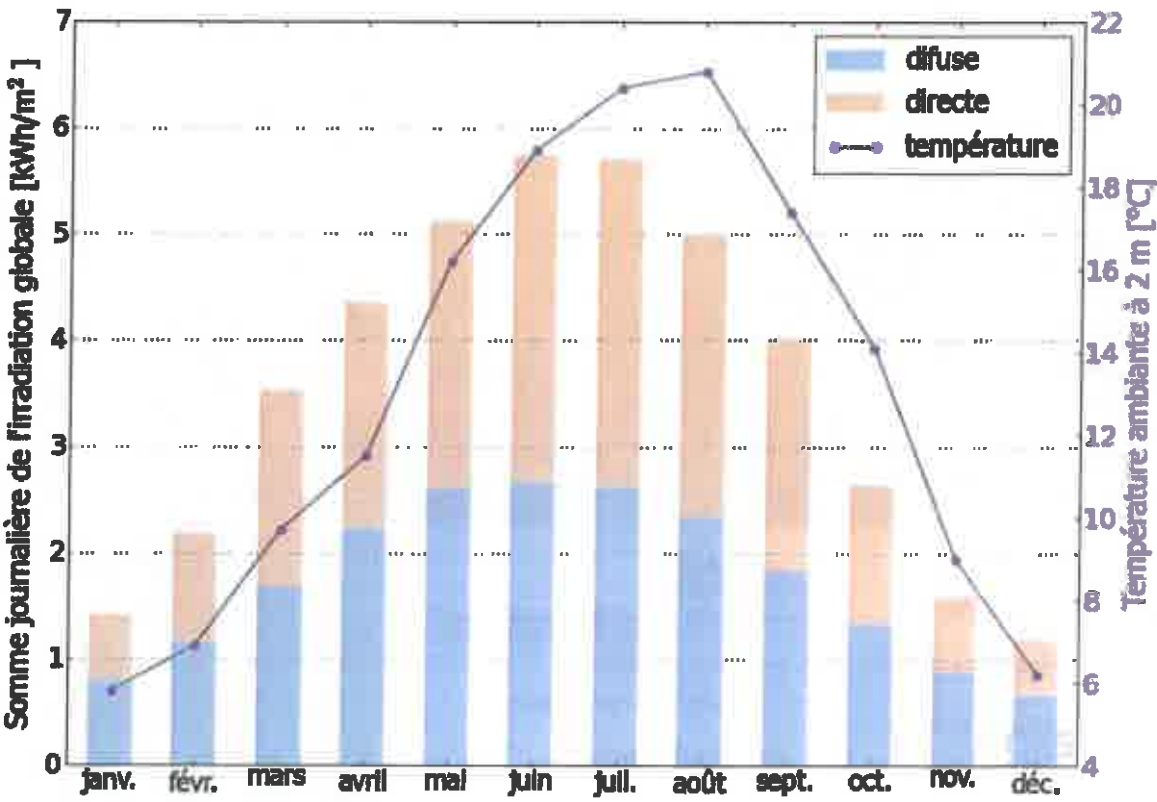
Potentialité en énergies renouvelables

La durée moyenne annuelle de l'insolation est de 1 908 heures. La moyenne des extrêmes mensuels varie entre 229 heures au mois de juillet et 81 heures au mois de décembre.

Sur la commune de Labrit, avec une orientation optimale, l'irradiation annuelle estimée est de 1489 kWh/m² (Source : Solargis), ce qui rend ainsi l'implantation de panneaux photovoltaïques favorables.



Carte 11 : Diagramme de l'insolation caractérisant la zone d'étude (station météorologique de Mont-de-Marsan entre 1981 et 2010) (source : Météo France)



Carte 12 : Diagramme de l'irradiation annuelle sur la commune de Labrit (source : Solargis)

m

Pollutions, nuisances et qualité des milieux

Périmètres de gestion et zonages réglementaires liés au SDAGE Adour-Garonne

⇒ **Le SAGE<sup>3</sup>** : La zone est concernée par le SAGE « *Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés* » (mis en œuvre) et le SAGE « *Midouze* » (mis en œuvre). Le SAGE est un document d'orientation de la politique de l'eau au niveau local.

- Le SAGE « *Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés* » a été approuvé par l'arrêté datant du 13/02/2013. Les enjeux majeurs développés dans le SAGE :
- Gestion hydraulique ;
  - Amélioration de la qualité des eaux superficielles dans l'objectif d'atteinte et de conservation du bon état des eaux ;
  - Gestion raisonnée des réseaux superficiels pour le maintien de l'équilibre biologique et hydromorphologique ;
  - Préservation du fonctionnement des plans d'eau : comblement, qualité de l'eau, plantes envahissantes, marnage, zones humides connexes, milieux naturels spécifiques patrimonial ;
  - Compatibilité des usages et des utilisations du sol : eau potable, nautismes, pêche, industrie, exploitation des ressources naturelles, urbanisme ;
  - Erosion régressive des cours d'eau et protection de la nappe phréatique ;
  - Préservation et gestion des zones humides du territoire pour renforcer leur rôle fonctionnel et patrimonial.

- Le SAGE « *Midouze* » a été approuvé le 29 janvier 2013. Les enjeux majeurs développés dans le SAGE sont :
- Restaurer des étiages satisfaisants en diminuant la pression sur la ressource, et gérant au mieux les ressources existantes (en particulier la nappe « Sables ») ;
  - Préserver et garantir une eau potable de qualité en quantité suffisante pour les besoins actuels et futurs ;
  - Préserver voire restaurer les milieux humides et aquatiques et favoriser une gestion cohérente et mutualisée des cours d'eau sur l'ensemble du bassin ;
  - Amélioration des rejets directs, lutte contre la pollution diffuse et son transfert vers les eaux superficielles et souterraines, ainsi que lutte contre l'érosion des sols pour contribuer à une meilleure qualité des eaux.

**Le projet de parc photovoltaïque de Labrit devra tenir compte des enjeux de gestion des deux SAGE. Les eaux de ruissellements issues du projet ne devront pas altérer la qualité des eaux superficielles, ni aggraver les risques d'inondation en aval du projet.**

⇒ **Zone de répartition des eaux (ZRE) :**  
Les zones de répartition des eaux sont des zones comprenant des bassins, sous-bassins, fractions de sous-bassins hydrographiques ou des systèmes aquifères, caractérisées par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

Ces zones sont définies par le décret n°94-354 du 29 avril 1994, modifié par le décret n°2003-869 du 11 septembre 2003. Classées par décret, ces zones sont traduites en liste de communes par les préfets des départements. Dans ces zones, les seuils d'autorisation et de déclarations des prélèvements dans les eaux superficielles comme dans les eaux souterraines sont abaissés. Dans ces zones, les prélèvements d'eau supérieurs à 8m3/s sont soumis à autorisation et tous les autres sont soumis à déclaration. La couche des ZRE est issue des arrêtés préfectoraux listant les communes concernées.

**L'aire d'étude est incluse au sein d'une zone de répartition des eaux.**

⇒ Zonages réglementaires liés au SDAGE

Zonages réglementaires liés au SDAGE			Enjeux associés
SDAGE	UHR (Unités hydrographiques de référence)	Secteur inclus dans l'UHR « Leyre » (Lit7) pour la partie Nord de l'aire d'étude et dans l'UHR « Midouze »	Enjeux qualitatifs : Préservation de la qualité des eaux

<sup>3</sup> SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Issu de la loi sur l'eau de 1992 puis repris dans la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 et la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006.

	Zone de vigilance	(Adour2) pour la partie Sud Aire d'étude située en zone de vigilance « nitrates grandes cultures » dans la partie Nord	(nitrates)
	Périmètre de gestion intégrée	SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) SAGE mis en œuvre « Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés » (SAGE05006)	
Zonages réglementaires	ZRE (Zone de Répartition des Eaux)	Aire d'étude incluse au sein de la ZRE4002	
	SPC (Prévision des Crues)	Secteur concerné par un SPC « Adour » (1536)	
	Zones sensibles <sup>4</sup>	Zone sensible « Les lacs et étangs littoraux aquitains et le bassin d'Arcachon » (05009)	
	Zones vulnérables <sup>5</sup>	Zone vulnérable « Teneurs excessives en nitrates » (FZV0503)	

Tableau 6 : Zonages réglementaires liés au SDAGE

Qualité de l'air

La zone d'étude est située au sein de parcelles forestières. Les sources de pollution atmosphérique sur le site sont donc très limitées. La seule source de pollution éventuelle proviendrait de la route départementale n°651 étant la plus proche de l'aire d'étude (2,5 Km à l'Est). L'AIraq, l'Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air en Aquitaine, a mis en place une station de mesure de la qualité de l'air située sur la commune de Tartas en 1998 et une sur la commune de Dax en 2004. Ces deux stations sont situées à plus de 30 km de la zone d'étude et sont donc trop éloignées pour donner des résultats fiables sur la qualité de l'air au droit du site. Aucune usine n'étant présente, la principale cause possible de pollution de l'air reste le trafic routier, très faible sur ce secteur, considérant la distance à la route départementale.

**La qualité de l'air sur le périmètre d'étude peut donc être estimée comme bonne.**

Ambiance sonore

Le bruit est une préoccupation devenue majeure suite au développement urbain et donc à l'augmentation des sources d'émission sonore. Sur le secteur d'étude, les Infrastructures de transport (pistes forestières) sont les seules sources d'émissions. Ces émissions restent faibles et très ponctuelles. Occasionnellement, les travaux d'exploitation forestière peuvent également être une source d'émission sonore. Le trafic sur la D651, route située à 2,5km à l'Est de l'aire d'étude est moyen avec 870 véhicules comptés en 2007 (source : CG40). Le bruit généré depuis cette route est donc nul au niveau de l'aire d'étude.

Aucune donnée n'est disponible au droit de l'aire d'étude.

**Les émissions sonores sur le site sont donc très faibles. Le niveau sonore au niveau de l'aire d'étude est donc faible.**

<sup>4</sup> Les zones sensibles sont des bassins versants, lacs ou zones maritimes qui sont particulièrement sensibles aux pollutions. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits. Il peut également s'agir de zones dans lesquelles un traitement complémentaire (traitement de l'azote ou de la pollution microbiologique) est nécessaire afin de satisfaire aux directives du Conseil dans le domaine de l'eau.

<sup>5</sup> Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole ou d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

m

## Les risques

(Source : Dossier Départemental des Risques Majeurs des Landes, 2011)

### Risques technologiques

#### Le risque Industriel

Le risque industriel peut se définir par tout événement accidentel, susceptible de se produire sur un site industriel, entraînant des conséquences graves sur le personnel du site, ses installations, les populations avoisinantes et les écosystèmes. De par leur nature et leurs conséquences, les risques industriels peuvent se caractériser, suivant leurs manifestations : l'incendie, l'explosion, les effets induits par la dispersion de substances toxiques et la pollution des écosystèmes.

**La commune de Labrit n'est pas identifiée au DDRM comme faisant partie des communes concernées par le risque industriel.**

#### Les installations classées

(Source : Inspection des installations classées)

Une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est recensée sur la commune de Labrit. Il s'agit d'un élevage de volailles et de gibiers à plumes : EARL LESPES, non classée SEVESO, située à environ 2 km de l'aire d'étude.

**Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement n'est recensée sur l'aire d'étude, ni à proximité immédiate.**

#### Les sites et les sols pollués

(Source : BASOL, BASIAS)

Deux sites pollués sont recensés sur BASOL au niveau de la route de Sabres sur la commune de Labrit :

- une ancienne scierie avec traitement du bois exploitée pendant une trentaine d'années par les Etablissements Ballion, dont l'activité a cessé en juillet 1990,
- une ancienne scierie-parqueterie avec traitement des bois exploitée par les Etablissements Cavalier jusqu'en 1995.

Quatorze sites industriels sont recensés sur BASIAS au niveau de la commune de Labrit. Aucun n'est localisé à proximité de l'aire d'étude.

**Aucun site ou sol pollué n'est recensé sur l'aire d'étude.**

#### Les transports de matières dangereuses

Les accidents de Transport de Matières Dangereuses peuvent se produire pratiquement n'importe où dans le département des Landes, ne serait-ce que pour une simple livraison de fioul domestique par exemple. De fait, les

axes routiers du département et donc de Labrit et des communes alentours sont tous concernés par le risque lié au transport de matières dangereuses.

### Risques naturels

#### Aléa retrait et gonflement des argiles

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau et de l'homme. Les mouvements de terrain se manifestent surtout sous la forme de retrait gonflement des argiles.

La commune de Labrit est soumise au risque de retrait et gonflement des argiles.

**L'aire d'étude est soumise à un aléa nul à faible concernant le risque de retrait et gonflement des argiles.**

#### Aléa Inondations

La commune de Labrit n'est pas recensée au DDRM comme étant soumise au risque d'inondation. L'aire d'étude n'est pas concernée par ce risque.

La commune est par contre concernée par le risque d'inondation par remontée de nappes (sédimentaire), ce risque est faible à fort avec des zones où la nappe est affleurante.

**Ce risque est moyen à fort au niveau de l'aire d'étude.**

#### Risque de feux de forêt

La forêt de pins occupe une grande partie de la surface communale. La zone de création du parc photovoltaïque est située au cœur de ces pinèdes. La commune de Labrit est inscrite sur la liste des communes soumises aux risques de feux de forêts.

**L'aire d'étude se situe dans une zone d'aléa feux de forêt fort.**

**Le site est parcouru par de nombreuses pistes d'accès DFCI (cf. Carte 13, page suivante).**

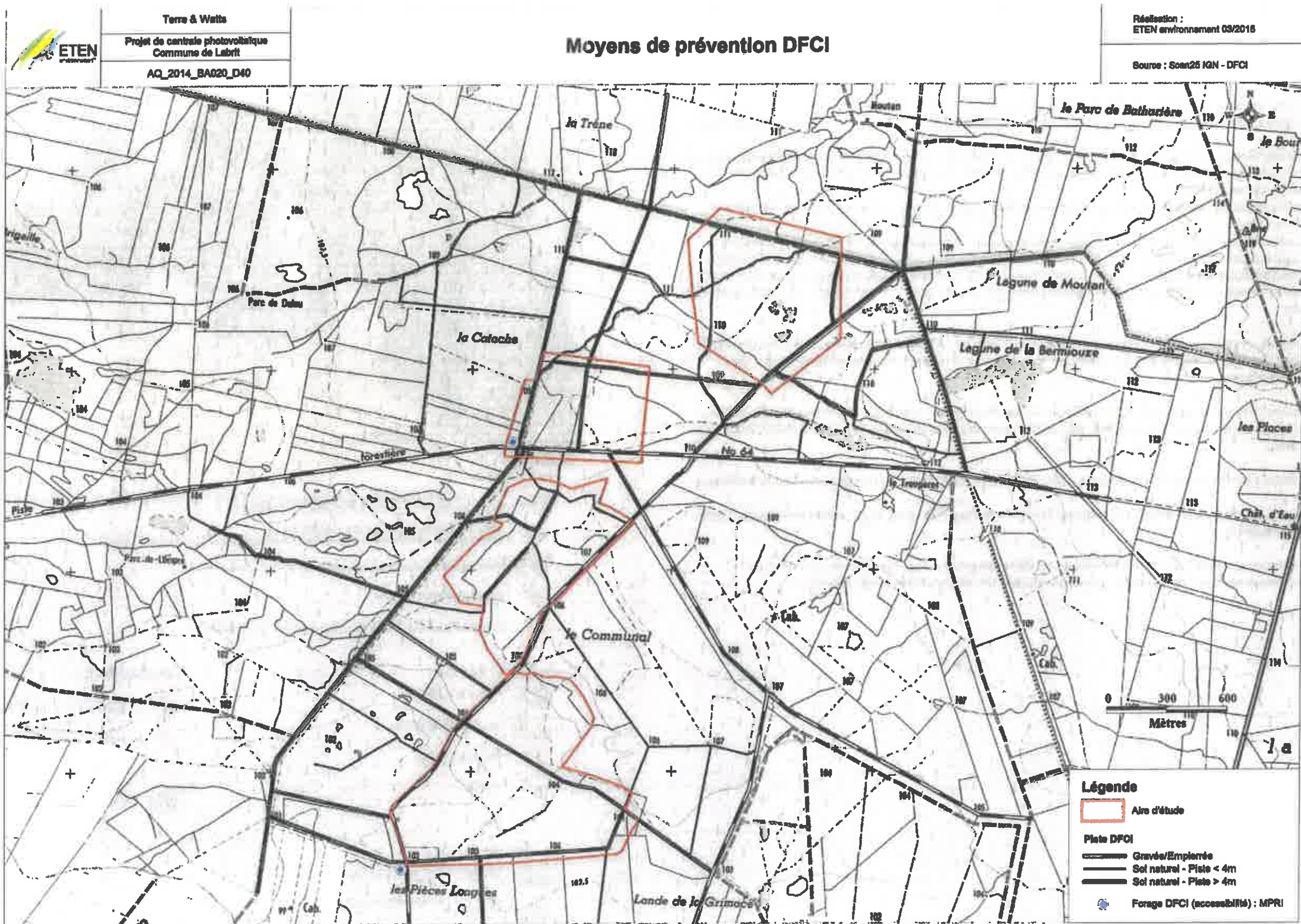
**La continuité des pistes DFCI devra être envisagée avec l'Union Landaise de DFCI.**

#### Aléa sismique

L'aléa sismique dans le département des Landes est très faible à modéré du Nord au Sud du département.

**L'aire d'étude se situe dans une zone d'aléa sismique très faible, il n'y a pas de risque majeur de séisme.**

*m*



Carte 13 : Moyens de prévention DFCI

*m*

## Cadre de vie

### Les composantes paysagères

Le département des Landes est constitué 3 grande unités paysagères : le littoral, le plateau landais et les territoires de l'Adour. A l'échelle du territoire, le site d'étude est localisé au sein du plateau landais. Cette unité est la plus vaste du département.

Elle couvre la majorité de la partie Sud du triangle des Landes de Gascogne qui s'étend vers la partie Nord jusqu'au département de la Gironde. La forêt de pins maritimes domine cet immense plateau sableux et caractérise le paysage forestier du plateau landais.

Les variations de l'humidité du sol influent sur le cortège floristique et dessine des paysages distincts sous la couverture boisée continue.

Les nombreux fossés creusés par l'homme afin d'ensemencer ces landes dessinent aussi un réseau important, structure discrète de ce paysage construit. Mais la valeur paysagère de ces crastes reste au stade de potentiel à développer, car les pratiques sylvicoles laissent rarement l'espace nécessaire au développement d'une ripisylve. Au sein des boisements résineux, on lit donc très peu leur présence, qui ne se révèle un bref instant que lorsque la route franchit leur cours.

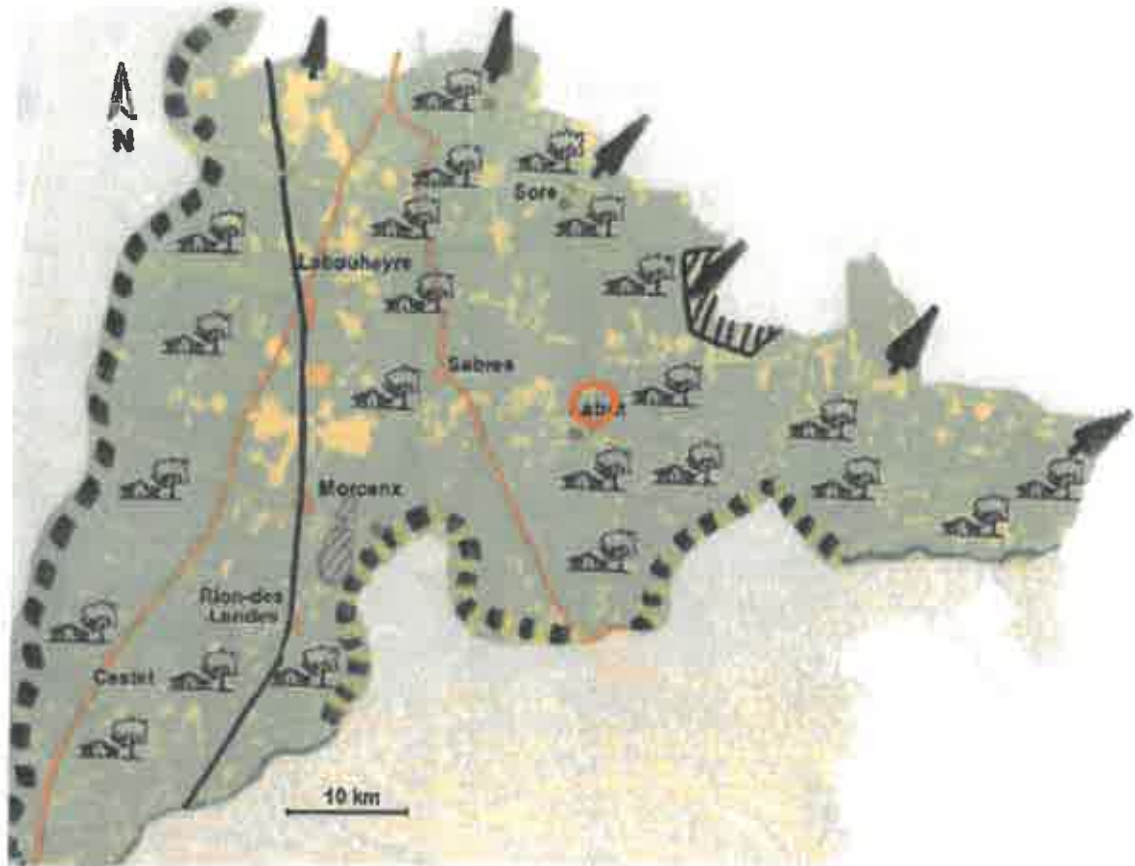
A l'échelle rapprochée, le paysage est relativement homogène : relief relativement plat même si des microreliefs existent, végétation homogène influencée par la forêt de production de Pins maritimes parsemée de paysage agricole et bâti quasi-absent.

La trame végétale est influencée par le cycle sylvicole du Pin maritime. Ainsi, le paysage accueille des plantations d'âge variable, offrant des perceptions différentes. Les coupes permettent le développement de milieux ouverts de type landes humides.

Le réseau de crastes, bien que présent, reste discret dans le paysage par l'absence de végétation caractéristique.

Sa découverte se réalise par l'intermédiaire de pistes et chemin forestiers. Il n'y a aucune visibilité depuis les routes alentours ou les habitations.

La trame viaire se limite aux pistes et chemins forestiers qui sont néanmoins bien représentés. En effet, de nombreuses pistes traversent le site de part en part et permettent de découvrir les aires d'étude.



#### Les Pans de l'unité

- Limite topographique à l'ouest du fait de l'omniprésence de la forêt. La transition avec le paysage forestier du littoral est ressentie par le relief duval, l'influence du littoral et la densification de la forêt.
- Limite ouest : fin de la forêt de pins et du plateau landais. A l'est, apparition du relief et des boisements de feuillus du Bas-Armagnac ; au sud, arrivée dans la vallée de l'Adour.
- Transition progressive vers le paysage plus agricole du sud du plateau landais.
- Continuité paysagère au nord.
- Limite ouest avec l'unité urbaine de Mont-de-Marsan marquée par l'air conditionné.

#### Composantes identitaires

- Forêt de pins sur plateau
- Grandes étendues agricoles
- Grands axes routiers
- Voie ferrée
- Bourgs
- Aïeux et quartiers
- Cultures agricoles associées aux aïeux ou aux bourgs
- L'eau : les Leyres, les ruisseaux, les lagunes et les petits ruisseaux d'eau des arènes larges

#### Composantes particulières

- L'enceinte mine de lignite d'Arjuzan
- Le domaine impérial de Bollée
- Les châteaux et les routes féodales
- Le centre d'essai de Capfleur

Carte 14 : Paysage du plateau landais

*m*



**Légende**  
 Aire d'étude

*m*

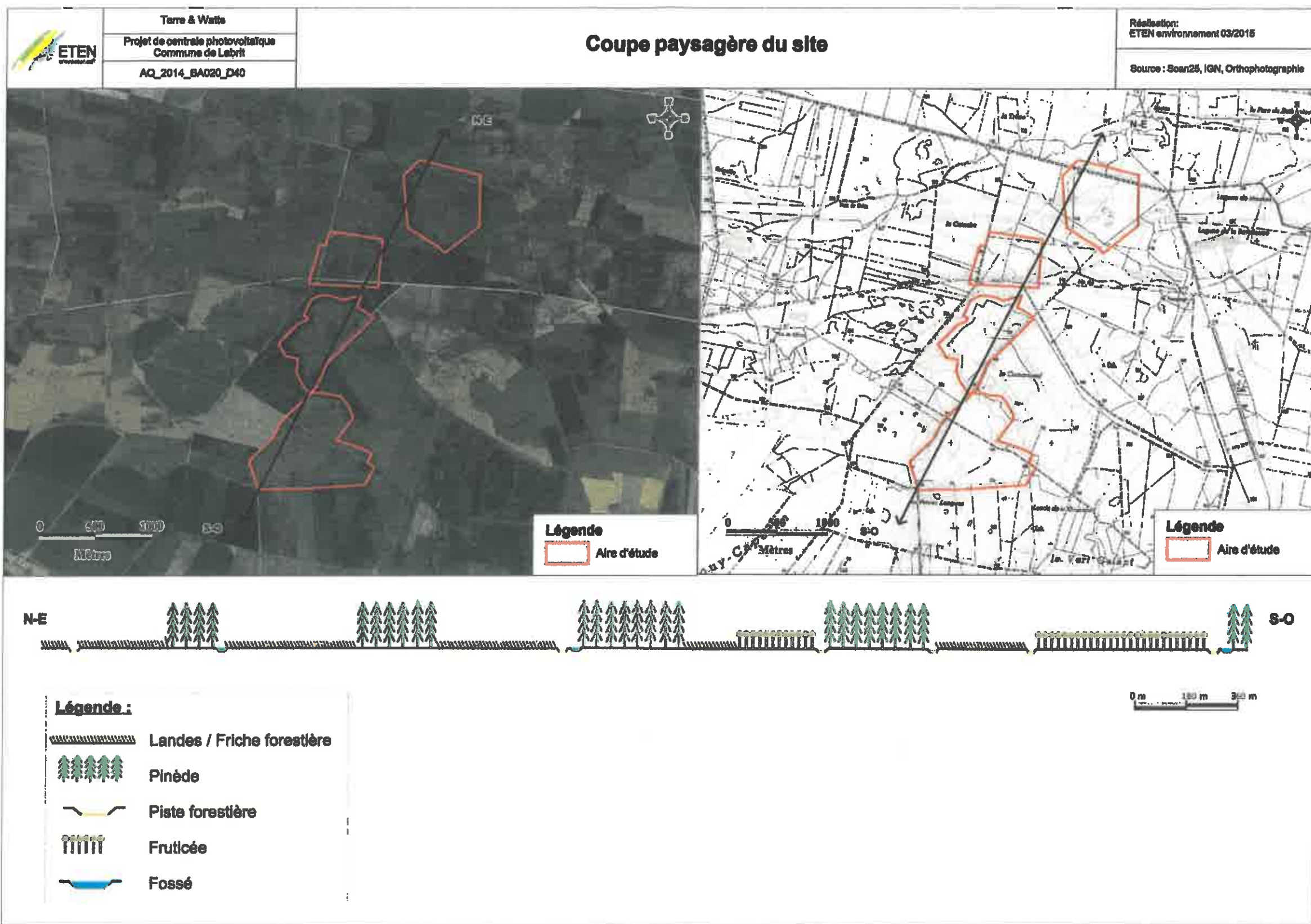


Paysage de plantation sur lande au niveau du site © ETEN Environnement



Paysage ouvert de Lande à molinie au niveau du site © ETEN Environnement

m



Carte 15 : Coupe paysagère du site

## Le patrimoine

Aucun site classé n'est recensé sur la commune de Labrit.

Aucun site Inscrit ne touche l'aire d'étude, ni aux abords immédiats.

Aucun monument historique ou périmètre de protection de monument historique ne concerne l'aire d'étude immédiate.

Aucun site archéologique connu n'est présent aux abords immédiats.

## Les réseaux

L'aire d'étude est établie à proximité de la route départementale n°651 reliant Labrit à Luxey au Nord et Cère au Sud. Depuis cette voie, le site est desservi par de nombreux chemins forestiers, dont des pistes forestières DFCI. La circulation aux alentours est faible.

Au niveau de l'aire d'étude, un réseau aérien géré par ERDF est présent sur la zone.

*m*

Synthèse des enjeux environnementaux

Les principaux enjeux environnementaux mis en évidence sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 7 : Synthèse des enjeux environnementaux

	MILIEU		CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	ENJEUX ASSOCIES
MILIEU PHYSIQUE	Topographie		Terrain plat, basse altitude	Ne pas faire entrave aux orientations des documents d'aménagement et de gestion des eaux et veiller à prendre en compte les objectifs de qualité des eaux fixés par ceux-ci
	Pédologie		Pas de zones humides identifiées	
	Hydrographie	Cours d'eau	Canaux traversant la zone d'étude	
		Qualité	Pas de masse d'eau superficielle recensée sur l'aire d'étude	
MILIEU BIOLOGIQUE	Contexte réglementaire	Périmètres réglementaires	Aucune zone protégée située sur l'aire d'étude	Pas d'enjeu particulier
		Périmètres d'inventaire	Aucune zone inventoriée située sur l'aire d'étude	
	Habitats naturels		Présence de zones humides (lande à Molinie bleue, lande humide à Molinie bleue en cours de fermeture, lande humide à <i>Erica tetralix</i> )	Veiller à la préservation des enjeux liés aux milieux naturels : Zones humides, espèces faunistique et floristique d'intérêt communautaire et leurs habitats
			Présence d'un habitat d'intérêt communautaire prioritaire (Lande humide atlantique)	
			Présence de cours d'eau et d'une mare : habitats favorables aux espèces d'amphibiens et au développement d'une flore patrimoniale.	
			Présence d'une chênaie acidiphile éparse : habitat favorable au développement du Grand Capricorne des Chênes	
	Faune – Flore		Présence du Rossolis intermédiaire et à feuilles rondes (Protection nationale)	
			Présence du Fadet des Laïches	
			Présence à proximité du site de la Fauvette pitchou, du Busard cendré, de l'engoulevent d'Europe	
			Présence d'amphibiens à proximité du site	
			Présence du Grand capricorne	
			Présence de la Pipistrelle commune	
	Trame verte et bleue		Des cours d'eau temporaire sont présents en bordure de la zone, ils permettent une continuité écologique pour les flux biologiques aquatiques.	Prendre en compte les enjeux liés à la Trame verte et bleue et notamment la préservation des corridors écologiques
RESSOURCES NATURELLES	Ressource en eau		Pas de périmètre de protection de captage. Usages et pressions faibles sur les masses d'eau	Pas d'enjeu particulier
	Potentialité en énergies renouvelables		Irradiation favorables à l'implantation d'un projet photovoltaïque	
POLLUTIONS, NUISANCES et QUALITE DES MILIEUX	Périmètres de gestion et zonages réglementaires liés au SDAGE Adour-Garonne		Zone est concernée par le SAGE « Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés » (mis en œuvre) et le SAGE « Midouze » (mis en œuvre), une Zone de Répartition des Eaux, une Zone sensible et une zone vulnérable	Ne pas faire entrave aux orientations des documents d'aménagement et de gestion des eaux et veiller à prendre en compte les objectifs de qualité des eaux fixés par ceux-ci
	Qualité de l'air		Qualité de l'air estimée comme bonne	Pas d'enjeu particulier
	Émissions sonores		Le niveau sonore est bon	
RISQUES	Risques naturels et technologiques	Retrait et gonflement des argiles	L'aire d'étude est concernée par un risque nul à faible concernant cet aléa	Pas d'enjeu particulier
		Feux de forêt	Commune soumise aux risques de feux de forêt	Dispositif adéquat de lutte contre l'incendie
		Inondation	L'aire d'étude est concernée par un risque moyen à fort concernant l'aléa remontée de nappes	Dispositions constructives à prévoir
		Sismique	L'aire d'étude est concernée par un risque sismique faible	Pas d'enjeu particulier
CADRE DE VIE	Paysage		Aire d'étude en partie située dans une zone de plantation	Pas d'enjeu particulier
	Patrimoine culturel et archéologique	Sites classés et inscrits	Aucun site inscrit ou classé ne touche l'aire d'étude, ni aux abords immédiats	
		Archéologique	Pas de site archéologique présent sur l'aire d'étude. Des sites archéologiques présents dans un périmètre proche de l'aire d'étude.	

## Motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement

### Le projet photovoltaïque

#### Caractéristiques générales du programme : les énergies renouvelables

La France s'est engagée sur la voie du développement des énergies renouvelables et de l'accroissement de l'efficacité énergétique, dans le double objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et de sécuriser son approvisionnement énergétique.

Conformément aux accords de Kyoto retranscrits par une directive européenne, la France s'est fixée pour objectif de faire passer de 15 à 21 % la part des sources d'énergies renouvelables et non polluantes dans sa consommation d'électricité en 2010.

Lors de plusieurs conférences internationales, les différents États de la planète ont élaboré un régime de protection du climat, afin de pallier l'effet de serre induit par l'utilisation des combustibles fossiles.

En décembre 1997, la conférence de Kyoto a fixé des objectifs quantitatifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (essentiellement du gaz carbonique - CO<sub>2</sub>).

L'Union Européenne s'est ainsi engagée sur une réduction de ses émissions à l'horizon 2010, de 8 % par rapport à l'année 1990.

La France a ainsi promulgué la loi n°2001-153 du 19/02/01, abrogée le 3 juillet 2003, tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Le développement des énergies renouvelables a ainsi été déclaré prioritaire.

L'Union Européenne a également concrétisé les accords de Kyoto par la directive n°2001-77 du 27 septembre 2001 (puis la directive Européenne n°2006-108 du 20 novembre 2006 suite à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie), en fixant à chacun de ses États-membres un objectif de 12 % de la consommation interne d'énergie provenant d'énergies renouvelables (et 22,1 % de l'électricité) en 2010. Les États membres doivent également simplifier les procédures d'autorisation pour la production des énergies renouvelables.

En 2007, en France, la part de l'électricité d'origine renouvelable dans la consommation intérieure brute d'électricité (Métropole uniquement) s'élève à 13 % (contre 12,2 % en 2006).

La part de l'hydraulique reste prépondérante avec près de 88 % de la production électrique. Tandis que la part de l'éolien double à 6 %, celle des déchets urbains renouvelables reste stable à 2,5 % et celle du bois-énergie diminue très légèrement à 2,2 %. Le biogaz et le solaire photovoltaïque assurent la part résiduelle avec 0,8 % (Source : DGEMP-Observatoire de l'énergie. Juin 2008).

La loi de programme n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique, dite loi POPE, a confirmé les engagements français en matière de production d'électricité d'origine renouvelable. Le deuxième axe d'engagement de la France, spécifié dans l'article 4 de cette loi, fixe à satisfaire, à l'horizon 2010, 10 % des besoins énergétiques à partir de sources d'énergie renouvelables, concernant, en premier lieu, l'électricité.

Le Grenelle de l'environnement, qui s'est tenu à l'automne 2007, a encore renforcé ces objectifs puisque les différentes filières des énergies renouvelables doivent permettre d'augmenter la production d'énergie renouvelable de 20 millions de tonnes équivalent pétrole d'ici à 2020. La France s'est ainsi engagée à aller au-delà

de l'objectif européen de 20 % de sa consommation d'énergie en 2020 assurée par les énergies renouvelables (source : rapport de synthèse du Groupe 1 – Grenelle de l'environnement – 27 septembre 2007).

Dans le cadre de l'énergie solaire, une proposition de mise en œuvre d'un plan national énergie solaire, a été formulée<sup>6</sup> qui consiste à :

- renforcer les moyens de l'Institut national de l'énergie solaire ;
- favoriser la création d'un pôle de compétitivité sur l'énergie solaire ;
- lancer une politique d'achats publics permettant de dynamiser la demande ;
- évaluer les évolutions à apporter au réseau électrique pour permettre le raccordement d'un nombre important de cellules photovoltaïques ;
- adapter le Code de l'Urbanisme pour favoriser le solaire et la construction bioclimatique ;
- [...].

Dans cette logique, les députés ont adopté le 21 octobre 2008 le premier volet du projet de loi du Grenelle Environnement. Celui-ci porte l'objectif des énergies renouvelables pour la France à 23 % de l'énergie totale consommée en 2020.

C'est ainsi que l'arrêté du 15 décembre 2009 relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité fixe comme objectifs de développement de production à partir de l'énergie radiative du soleil, en termes de puissance totale installée :

- 1 100 MW au 31 décembre 2012
- 5 400 MW au 31 décembre 2020

Depuis environ cinq années, un cadre favorable est mis en place en Europe et en France pour développer les sources d'énergies renouvelables : éolien, solaire, hydraulique, biomasse, biogaz et géothermie, notamment en ce qui concerne la production d'électricité.

Cette stratégie s'appuie sur trois arguments majeurs :

- la protection de l'environnement : le gouvernement a fixé l'objectif de diminuer d'ici 2010 de 16 millions de tonnes de carbone les émissions de gaz à effet de serre. La contribution attendue des énergies renouvelables est d'environ 1 million de tonnes (7 %) ;
- l'enjeu économique et le développement local : la libéralisation du marché de l'électricité offre une opportunité aux énergies renouvelables. Au niveau local, la survenue en décembre 1999 de deux tempêtes majeures a fait apparaître l'intérêt d'une gestion plus décentralisée de l'énergie, offrant des opportunités d'aménagement du territoire et permettant de créer proportionnellement plus d'emplois que la production centralisée ;
- la sécurité énergétique : en France, le paysage énergétique est dominé par le pétrole (41 % des besoins en 1999) et l'électricité (37 %), dont la majeure partie est d'origine nucléaire. Les énergies renouvelables constituent une composante de la stratégie de diversification des approvisionnements.

La France n'est pas dotée d'importantes ressources énergétiques fossiles. En revanche, elle dispose d'un gisement important d'énergies renouvelables, dont l'exploitation n'est pas homogène.

<sup>6</sup> EXTRAITS DU DOSSIER PREPARATOIRE AUX JOURNÉES DE SYNTHÈSE DU GRENNELLE DE L'ENVIRONNEMENT  
LES 24 ET 25 OCTOBRE 2007

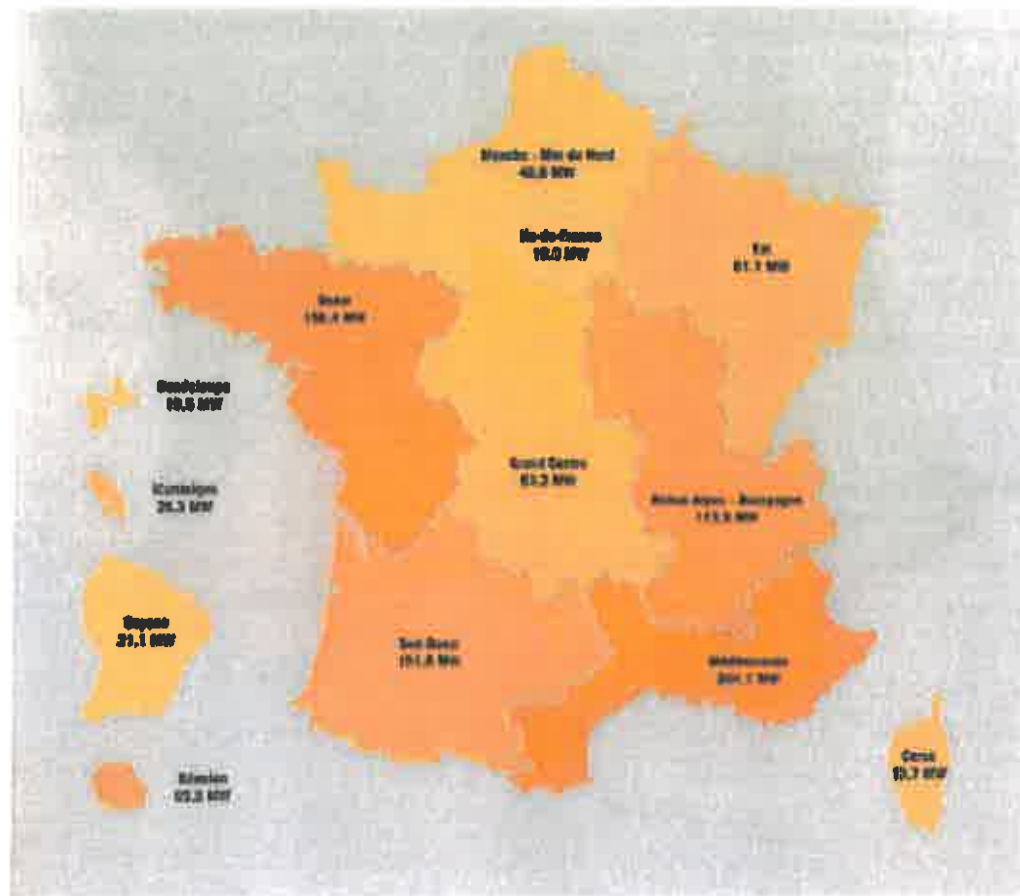


## Le photovoltaïque en France

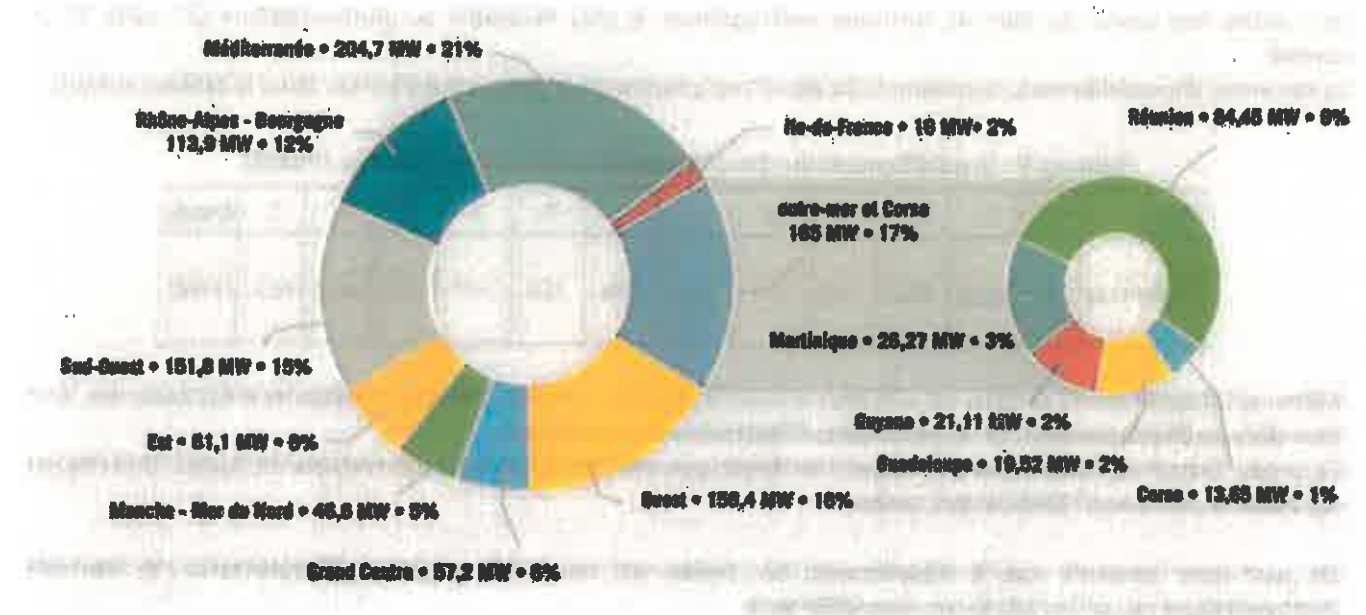
**Les systèmes photovoltaïques utilisent l'énergie la mieux répartie dans le monde : la lumière du soleil. En France, actuellement, des milliers de réalisations ont mis en valeur les qualités de l'électricité solaire photovoltaïque : sa fiabilité, son autonomie, son influence faible sur l'environnement et sa plus value en tant que composant de construction.**

**L'électricité issue du soleil (solaire photovoltaïque), correspond en France à une puissance totale installée de 20 MW fin 2004, dont les 2/3 en DOM-TOM et Corse, avec la répartition suivante : 11 MW en sites isolés et 9 MW en raccordé sur réseau.**

**En avril 2008, le Comité Opérationnel énergies renouvelables du Grenelle de l'environnement a rendu son rapport en proposant des objectifs ambitieux de puissance pour la filière photovoltaïque : 1 100 MW en 2012 et 5 400 MW en 2020.**

**Parc photovoltaïque raccordé au réseau en 31/12/2010**

**Source:** S&P 500, EIA, Census Bureau, EPA, SERI.



(Source : BER-SOLER, d'après ERDF, EDF-SEI)

**Carte 16 : Parc raccordée en France au 31 décembre 2010**

**La France a fait le choix d'une stratégie axée principalement sur la notion d'intégration au bâtiment, en établissant un tarif d'achat plus avantageux pour cette dernière solution.**

Historiquement, le marché photovoltaïque français était un marché orienté vers les applications photovoltaïque en sites isolés. C'est à partir de 1999 grâce à l'implication des acteurs français du photovoltaïque et de l'ADEME<sup>7</sup> au sein du projet européen HIP HIP (Programme pour l'intégration du photovoltaïque dans l'habitat) que le marché français s'est réorienté vers les applications dites raccordé réseau.

**Le décollage du marché du photovoltaïque raccordé au réseau en France est rapide (croissance de plus de 100 % ces 3 dernières années), mais avec des volumes encore modestes par rapport à nos voisins européens. La capacité photovoltaïque opérationnelle en France, fin 2010, est 973 MW, comparée à 18 000 MW en Allemagne.**

**La volonté du Gouvernement est de privilégier l'implantation des panneaux photovoltaïques sur les toitures mais il s'accorde néanmoins à préciser que le développement de cette filière en France doit être rapide et significatif et que cela ne peut se faire que par la réalisation d'installations solaires au sol.**

## Le choix du projet

**La sélection d'un site photovoltaïque doit prendre en compte plusieurs paramètres, dont en particulier :**

- l'ensoleillement,
- les contraintes locales (maîtrise foncière, surface, proximité du réseau électrique, ...),
- les politiques locales des collectivités territoriales,
- le paysage et le patrimoine naturel,
- la pertinence énergétique du projet au regard de la technologie prévue.

## Un secteur géographique bien ensoleillé

L'ensoleillement est ainsi un des principaux paramètres puisqu'en découlera, en partie, la pertinence énergétique du projet.

<sup>7</sup> Source <http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=13921>

*[Signature]*

Les Landes font partie du tiers du territoire métropolitain le plus favorable au photovoltaïque (cf. carte 15 ci-contre).

La moyenne d'ensoleillement, à proximité du site d'implantation du projet, est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 8 : Ensoleillement du site d'implantation du projet (Source : PVGIS)

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année
kWh/mois	51,1	64,8	98,6	110	117	119	129	123	117	87,4	62,0	48,4	1130

Même si l'ensoleillement landais est inférieur à celui du pourtour méditerranéen, ce département reste une zone favorable au développement de la production d'électricité photovoltaïque.

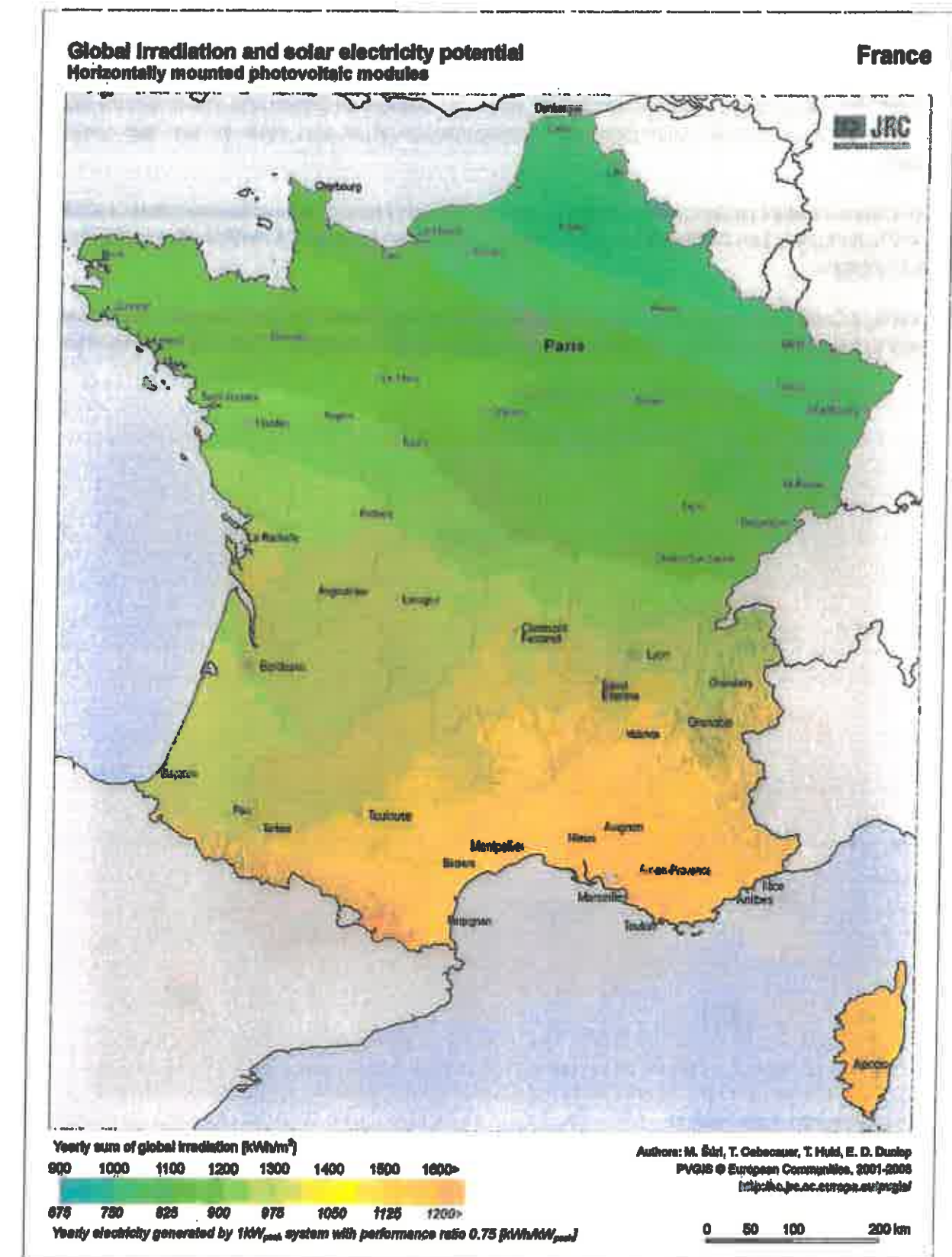
Ce projet s'inscrit également dans la volonté de développement des énergies renouvelables de la part de la Région Aquitaine et du Conseil Général des Landes.

On peut donc consentir que le département des Landes est tout à fait propice à l'implantation de centrales photovoltaïques au sol du fait de son ensoleillement.

### *Une disponibilité de surface appropriée*

La forêt landaise est une zone où les enjeux naturalistes et paysagers peuvent se révéler localement faibles, du fait de la monoculture extensive du Pin maritime. De vastes surfaces peuvent ainsi être utilisées sans modifier l'organisation territoriale. La monoculture du pin et les centrales photovoltaïques sont deux activités qui nécessitent de grandes surfaces. L'exploitation de l'énergie solaire, comme celle du bois, est une activité, primaire, d'exploitation d'une ressource naturelle locale.

On peut donc consentir que le département des Landes est tout à fait propice à l'implantation de centrales photovoltaïques au sol du fait de la disponibilité du surfaces appropriées.



Carte 17 : Ensoleillement en France (Source : PVGIS)

### *Un site d'implantation respectueux du patrimoine naturel et paysager*

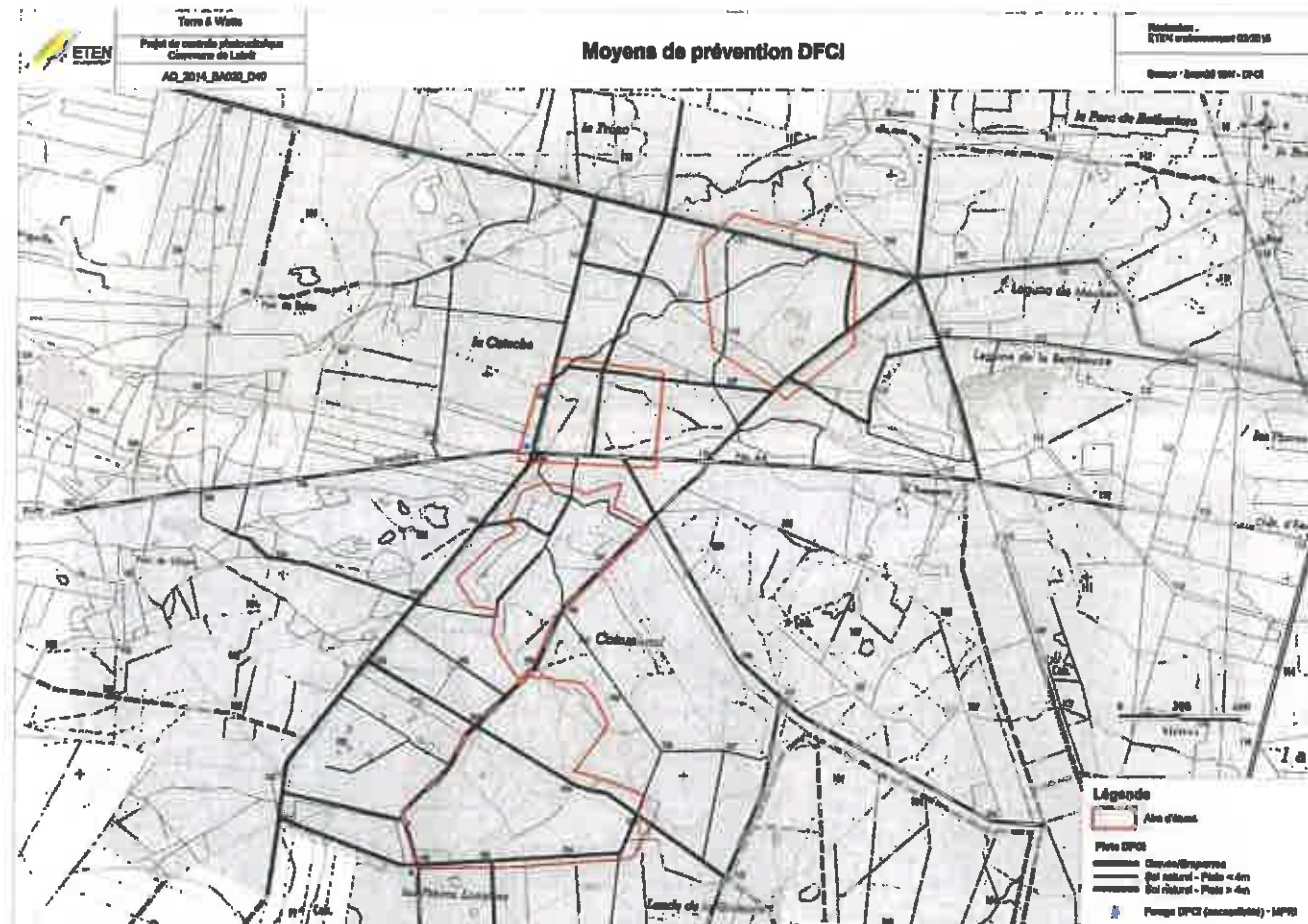
Le site d'implantation des centrales photovoltaïques de Labrit est également conforme aux exigences suivantes :

*m*

- Il évite tous les sites naturels protégés et d'intérêt communautaire : ZNIEFF, sites Natura 2000, réserves naturelles,...
- Il concerne des milieux très répandus et évite les milieux naturels à enjeux environnementaux forts ;
- Il concerne un secteur globalement fortement impacté par la tempête Klaus ;
- Sa situation permet de limiter les impacts paysagers et sur le milieu humain.

### **Un site d'implantation accessible et facilement raccordable**

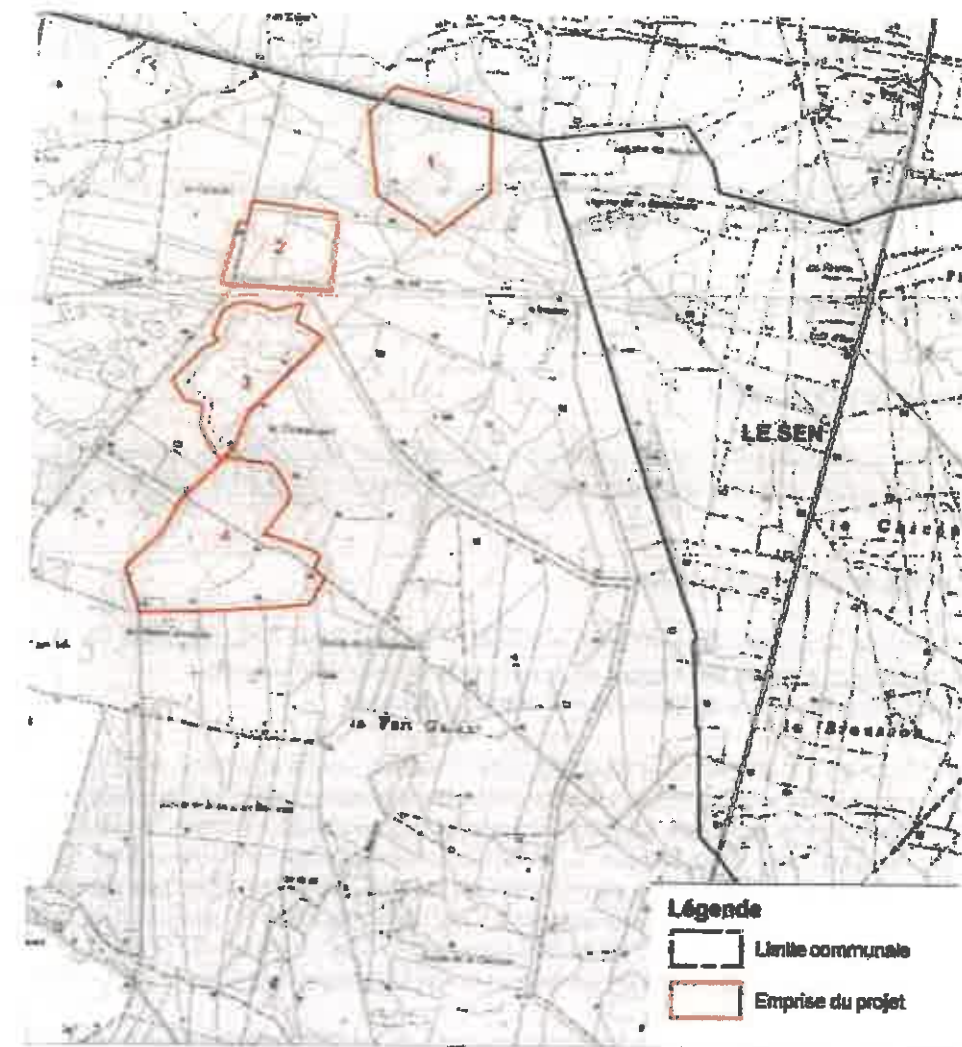
Le site est facilement raccordable et accessible dû à la proximité de chemins d'accès (chemins forestiers DFCI et route départementale n°651).



**Carte 18 : Pistes DFCI desservant les emprises projet**

### **Les principes d'aménagement**

Aux prémices du projet, en 2012, une aire d'étude élargie sur 4 secteurs a été choisie afin de choisir le site le plus favorable à l'implantation de centrales photovoltaïques, au sein de cette aire d'étude. La surface de cette aire d'étude était d'environ 200 hectares (cf. Carte 19, ci-dessous).



**Carte 19 : Emprise de l'aire d'étude initiale élargie (Scénario 1)**

De forts enjeux environnementaux ont été inventoriés sur l'aire d'étude ; marqués notamment par :

- **La présence avérée d'espèces faunistiques protégées** : la Fauvette Pitchou, le Fadet des Laïches, le Grand Capricorne et plusieurs espèces d'amphibiens présents au niveau des fossés en bord d'aire d'étude ;
- **La présence avérée d'espèces floristiques patrimoniales** : Rossolis à feuilles intermédiaires et à feuilles rondes au niveau de certains fossés en bord d'aire d'étude.

Suite aux enjeux identifiés au sein de l'aire d'étude du scénario 1, les emprises projet ont été proposées au niveau des secteurs **présentant des enjeux environnementaux faibles**.

Ce Scénario 2, d'une surface totale de 130 hectares, permettait d'éviter une partie de l'habitat du Fadet des Laïches.

Suite à la reprise du projet en 2014, le porteur de projet a décidé de préserver le secteur 4 présentant de nombreux enjeux environnementaux liés au Fadet des Laïches, à la Fauvette pitchou et au Grand Capricorne. Ainsi, il a décidé de développer son projet uniquement sur les secteurs 2 et 3 en préservant l'ensemble du réseau de fossés.

*[Signature manuscrite]*



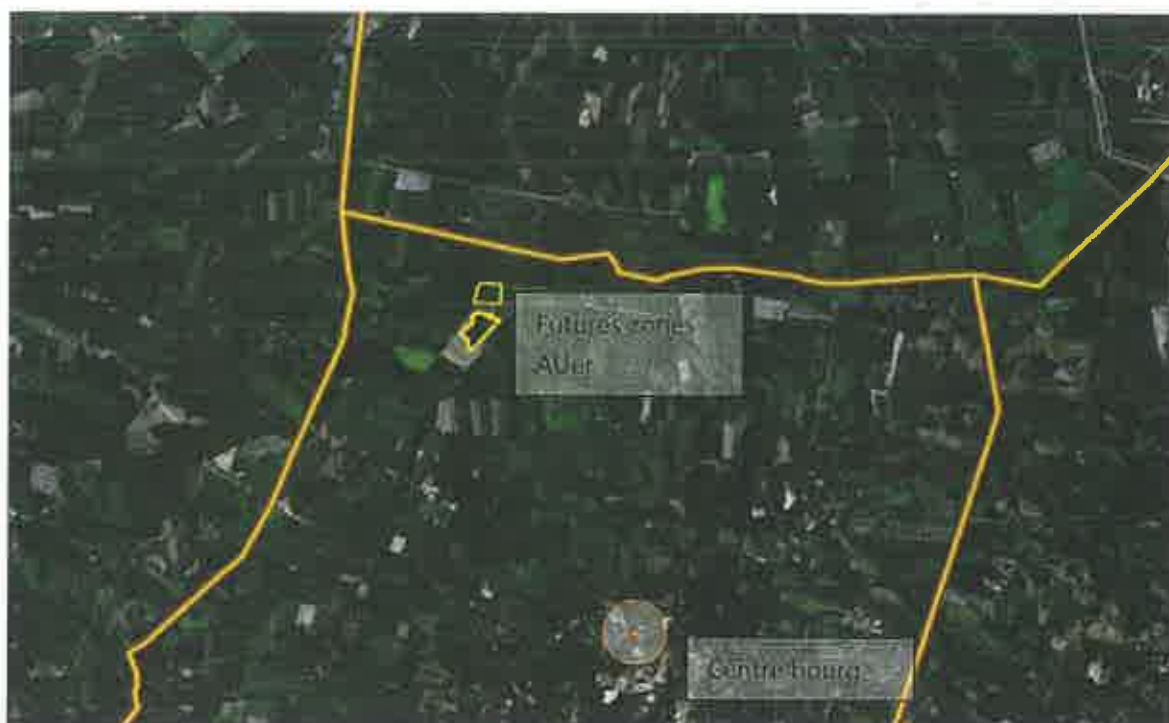
## MODIFICATIONS DU PLU NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

### INCIDENCES DU PROJET SUR LE PLAN DE ZONAGE

Le projet d'aménagement de centrale photovoltaïque implique l'évolution du plan de zonage.

Les parcelles communales prévues pour accueillir les deux centrales photovoltaïques au sol sont situées en zone N du PLU actuel.

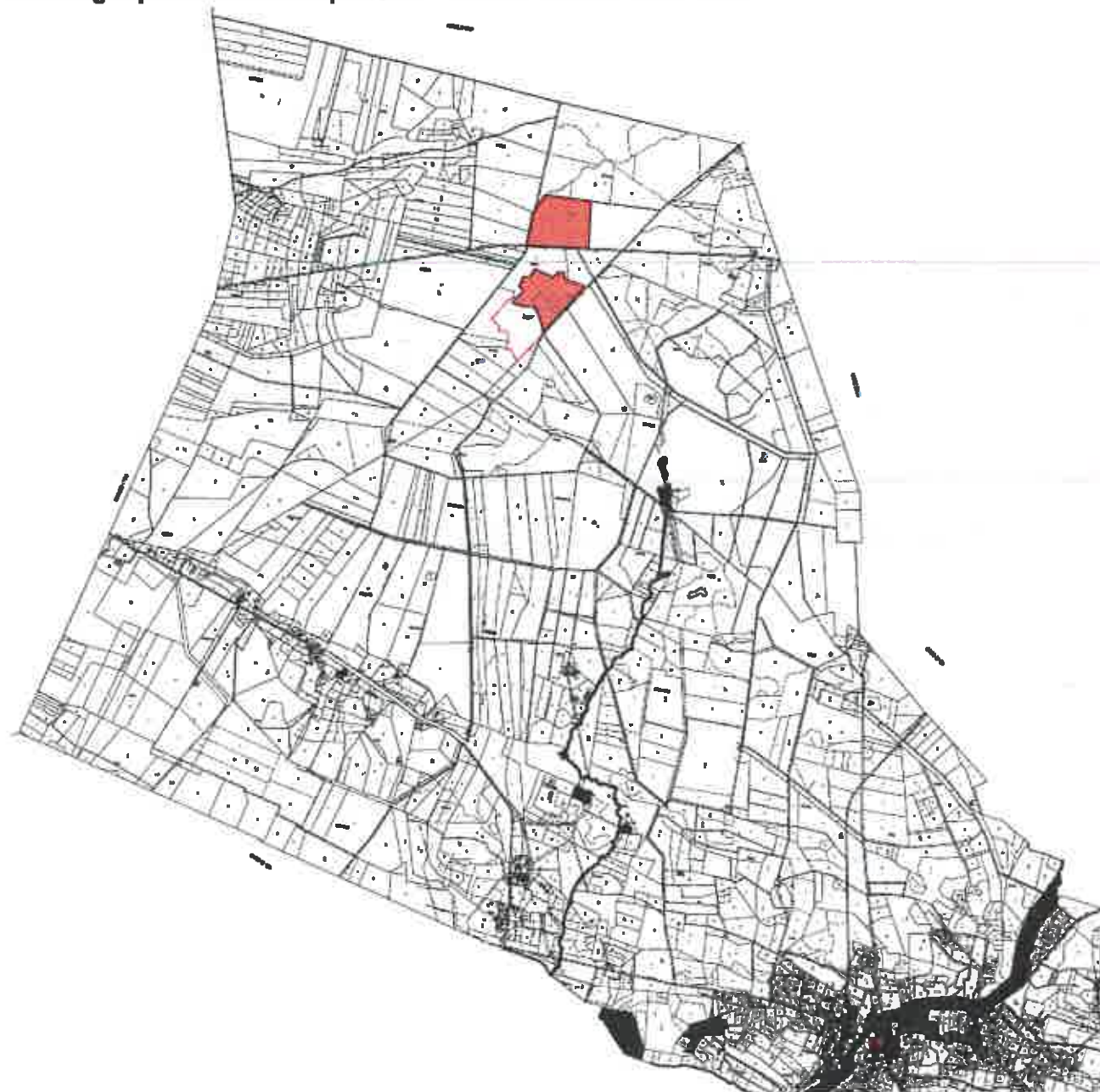
Pour la réalisation de ce projet, il est nécessaire de créer deux zones" (1 par centrale photovoltaïque) consacrée à la production d'énergie solaire. Ces zones seront intitulées "AUer" dans les plans de zonage du PLU.



Extraits de la photo aérienne situant les futures zones AUer sur la commune :



**Plan de zonage après mise en compatibilité : création de deux zones AUer.**



**Zoom sur Plan de zonage avant mise en compatibilité : zone N.**



**Zoom sur Plan de zonage après mise en compatibilité :  
Création de deux zones AUer.**



*m*

EVOLUTION DES SURFACES

Zonage	Avant mise en compatibilité	Après mise en compatibilité du PLU	Variation
N et A	7091,6 ha	7 051.77 Ha	39.83 Ha
U et AU	122,12 ha	161,95 Ha	39.83 Ha
AUER (CREATION)	0	39,83 Ha	39.83 Ha

REGLEMENT ECRIT

Le PADD du projet de PLU entend promouvoir un site de développement d'énergie renouvelable (projet de centrale photovoltaïque). Ce projet d'une superficie d'environ 38,9 hectares a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale. Son classement en zone à urbaniser spécifique AUer est conforme aux éléments de doctrine régionale.

La partie du règlement impactée par le projet, est la zone AU, où se situent les terrains d'implantation des deux centrales photovoltaïque.

Rappel du PLU actuel

"Les zones à urbaniser, dites "AU", correspondent à des secteurs qui ont un caractère naturel, peu bâti, et qui sont destinés à recevoir une extension urbaine..."

Cette zone contient actuellement trois Zones AU Indicées :

- La zone AUa correspond à une petite zone de densification située à proximité des services et commerces à destination majoritaire de logements.
- Les zones AUc correspondent à des secteurs d'extensions urbaines, à vocations principales d'habitat, pouvant aussi recevoir des équipements publics, en épaisseur autour du bourg déjà constitué.
- Les zones AUqf correspondent à des secteurs naturels et forestiers destinés à être ouverts à une urbanisation à court et moyen terme sous la forme de deux quartiers forestiers.

Par la présente déclaration de projet, il conviendra d'en ajouter une quatrième intitulée "AUer" correspondant aux secteurs réservés à la production d'énergie renouvelables.

L'entête du règlement de cette zone indicée sera rédigée comme suit :

" Les zones AUer correspondent aux secteurs de projets de réalisation de centrales solaires photovoltaïques au sol, destinés à la production d'énergie renouvelable."

PROPOSITION DE REGLEMENT POUR LES ZONES AUER :

Règlement Zone AUer

Les zones AUer correspondent aux secteurs de projets de réalisation de centrales solaires photovoltaïques au sol, destinés à la production d'énergie renouvelable.

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration
2. Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation
3. Les démolitions sont soumises à l'autorisation
4. Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par un plan local d'urbanisme et non soumis à un régime d'autorisation, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable, au titre des installations et travaux divers.

ARTICLE AUer -1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol autres que celles énoncées à l'article AUer -2.

ARTICLE AUer-2 -OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

- Pour les parcelles en contact direct avec des zones forestières ou boisées, l'implantation des constructions nouvelles devra respecter une "bandes de recul" obligatoire de 12 mètres, inconstructible et non clôturée, afin de permettre le passage des engins de secours et de lutte contre l'incendie en lisière des espaces naturel boisés ou forestiers non agricole.
- Les constructions, ouvrages et installations techniques nécessaires au fonctionnement des équipements et réseaux publics existants sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère naturel et paysager des lieux.
- L'ensemble des constructions, ouvrages et équipements techniques d'infrastructure d'énergie renouvelable nécessaires, entre autre, au fonctionnement de parcs photovoltaïques (panneaux photovoltaïques, sous station électrique, postes de transformation, poste de livraison, réseaux, etc.). Ces installations devront être implantées à 5 mètres en recul des crastes existantes (fossés) et de 10 mètres par rapport aux zones de protection de faune et de flore répertoriées dans les études d'impact si elles ont lieux.

Article AUer-3 - ACCES ET VOIRIE

Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins ou éventuellement obtenu en application de l'article 682 du Code Civil. Dans tous les cas, les caractéristiques des accès publics ou privés doivent répondre à l'importance et à la destination de l'ouvrage ou des constructions à desservir, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. En ce qui concerne la défense contre l'incendie, le rayon de braquage doit être supérieur à 11 mètres. L'autorisation d'utilisation du sol peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers concernant les accès en tenant compte de l'intensité de la circulation et de la sécurité publique.

Voies de desserte

Les caractéristiques des voies de desserte publiques et privées doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, de protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, et des objets encombrants, etc. Les voies en impasse sont à proscrire. Dans la mesure où il n'est pas possible de faire autrement, la raquette de retournement pourra être circulaire, en "T" ou en "Y" permettant le retournement des véhicules de secours. Les places de stationnement éventuelles ne devront pas porter atteinte aux emprises nécessaires.

Article AUer-4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Il est recommandé l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions neuves, en fonction des caractéristiques de ces constructions, et sous réserve de la protection des sites et des paysages.

Alimentation en eau potable

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit obligatoirement être alimentée par branchement à un réseau collectif sous pression présentant des caractéristiques suffisantes. Le raccordement est également obligatoire en cas

*m*

d'aménagement, de changement d'affectation ou d'extension d'une construction existante de nature à augmenter les besoins en eau potable.

**Assainissement**

**Eaux usées**

En l'absence de réseau d'assainissement collectif, un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux dispositions réglementaires en vigueur est obligatoire.

L'évacuation des eaux ménagères et effluents non traités dans les fossés et les égouts pluviaux est interdite.

**Eaux pluviales**

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (articles 640 et 641 du Code Civil).

En l'absence de réseau collectif, des mesures de précaution propres à éviter la dégradation sur les fonds voisins et sur les équipements publics sont à prendre. Ces dispositions s'appliquent également aux eaux de vidange des piscines.

**Réseaux électriques et téléphoniques**

Le raccordement des constructions aux réseaux de téléphone, d'électricité et de télédistribution doit être réalisé en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services gestionnaires.

**Défense incendie**

Dès lors que les ressources en eau sont insuffisantes à proximité des constructions, la défense contre l'incendie devra être assurée par des poteaux normalisés situés à 200 mètres maximum des bâtiments à défendre.

**ARTICLE AUer-5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

Non réglementé

**ARTICLE AUer-6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

*Ces règles s'appliquent également dans le cas de terrains issus de division.*

Les constructions doivent être implantées en observant un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise des voies publiques existantes ou projetées ou de la limite qui s'y substitue.

Toutefois des implantations différentes de celles définies ci-dessus peuvent être admises :

- Pour l'extension de bâtiments existants dont l'implantation n'est pas conforme aux prescriptions ci-dessus ;
- Pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

**ARTICLE AUer-7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

*Ces règles s'appliquent également dans le cas de terrains issus de division.*

La distance comptée horizontalement en tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives doit être de 12 mètre minimum lorsque cette limite séparative est en contact avec une zone boisée et de 5 mètres minimum dans les autres cas.

Les constructions annexes à l'habitation, ne dépassant pas une hauteur de 2,5 mètres mesurée à l'égout du toit pourront être implantées sur limites séparatives, sans être mitoyennes des autres bâtiments. Dans ce cas, aucune ouverture ne sera autorisée sur les façades implantées sur la limite séparative.

Toute implantation de piscine devra respecter un recul au moins égal à 2.50 mètres. Le recul sera mesuré depuis le bord du bassin (*margelle et plage non comprises*).

**ARTICLE AUer-8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

Non réglementé.

**ARTICLE AUer-9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

Non réglementé.

**ARTICLE AUer-10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

La hauteur des constructions autorisées dans la zone ne pourra excéder 6 mètres à l'égout de toiture ou l'acrotère.

La hauteur des extensions des constructions existantes, mesurée à partir du sol naturel initial de la propriété, avant les éventuels travaux de terrassement et d'exhaussement nécessaires à la réalisation des travaux, ne peut dépasser celle des bâtiments existants.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments publics lorsque leurs caractéristiques physiques l'imposent.

**ARTICLE AUer-11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

Leur implantation et le détail de leur aspect doivent figurer dans la demande d'autorisation de construire.

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Si elles existent, les clôtures seront assurées de par une solution transparente de type grillage à larges mailles laissant le passage à la végétation ou un dispositif à claire voie aussi simple que possible.

Ce dispositif peut être doublé ou non d'une haie vive d'essence locale (voir définition) une haie d'essences variées ou monospécifiques de type feuillues dans le cas d'une haie parée (exemple de l'aubépine, charme, etc.).

La hauteur maximale des clôtures est fixée à 2 mètre sur voie et emprises publiques ou en limites séparatives.

Dans le cas où les limites ne sont pas marquées par des clôtures, un baradeau planté d'arbres feuillus peut venir marquer cette limite.

Sont interdits :

- les haies constituées uniquement d'essences à feuillages persistants,
- les éléments préfabriqués en béton dit "décoratif" pour clôture et piliers de portail,
- les murs maçonnés,
- tout dispositif construit ou planté créant une gêne pour la circulation automobile, par la diminution de la visibilité, que la gêne soit permanente ou saisonnière.

**Portail**

Les portails devront être de facture simple, sans motifs et devront s'accorder avec les textures et couleurs des façades.

**ARTICLE AUer-12 - STATIONNEMENT**

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique, sur le terrain propre à l'opération. Cette obligation n'est pas applicable aux aménagements et extensions mesurées de surface constructible, si leur affectation reste inchangée.

**ARTICLE Uer -13 : ESPACES LIBRES, PLANTATIONS ET ESPACES BOISES CLASSES**

Non réglementé

**ARTICLE AUer -14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Non réglementé

**Article AUer-15 – PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Non réglementé

**Article Uer-16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

Non réglementé

## EMPLACEMENTS RESERVES

Aucun changement, ni création d'emplacement réservé n'est nécessaire.

## ORIENTATIONS D' AMENAGEMENT

Aucune orientation d'aménagement n'est nécessaire pour ce type de zonage.

*m*

m

## Incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement

La modification du document d'urbanisme étant réalisée dans le cadre de l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, les impacts ont été évalués sur la base des impacts de ce projet.

### Incidences sur le milieu physique

#### Impact sur la topographie

La surface du terrain est subhorizontale et donc favorable à l'implantation d'une centrale photovoltaïque.

Les impacts sur la topographie apparaissent donc faibles. Aucune mesure particulière n'est préconisée.

#### Impact sur les milieux aquatiques

Les risques de pollution du sol et des eaux (superficielles et souterraines) proviennent pour la phase de travaux des hydrocarbures liés à la présence d'engins de chantier ou de l'entraînement de fines (M.E.S.).

Cet impact est jugé modéré, notamment du fait de son caractère accidentel.

En phase d'exploitation de la centrale, les eaux pluviales seront infiltrées in-situ. A ce titre, elles n'auront pas le temps de mobiliser les débris de végétaux, principale source de matières organiques susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles ou souterraines au niveau du projet. L'impact du projet est donc faible. De plus, la technologie cristalline ne contient pas de matériaux dangereux. Les modules photovoltaïques utilisés sont en effet à base d'éthylène d'acétate de vinyle, de silicium, de verre et d'aluminium et ne présentent donc pas de danger. Les masses polluantes issues du projet ne seront donc pas notablement élevées et n'auront à ce titre aucun impact sur la qualité des eaux. De plus, ce ne sera qu'une faible circulation routière qui aura lieu sur le site lors de son exploitation et la végétation herbacée en place aura pour effet de limiter les déplacements de matières organiques et de M.E.S.

Enfin, aucun besoin en eau n'est nécessaire au fonctionnement d'une centrale photovoltaïque, aucun forage ou prélèvement supplémentaire ne viendront solliciter des ressources en eau déjà exploitées.

Le projet de centrale photovoltaïque aura donc un impact faible sur les milieux aquatiques pendant la phase exploitation. Aucune mesure particulière n'est préconisée.

### Incidences sur le milieu biologique

#### Impact sur les périmètres réglementaires

Vu l'éloignement du site au regard des sites Natura 2000 et des ZNIEFF, aucune incidence n'est à prévoir.

#### Impact sur les habitats naturels

La modification du document d'urbanisme aura un impact uniquement sur les habitats naturels occupant le site d'implantation du projet :

- Fruticée sur landes à Molinie ;
- Landes à Molinie ;
- Jeune plantation de pins.

La création de des centrales photovoltaïques n'altérera pas les habitats situés en périphérie.

Les fossés parcourant les emprises projet seront conservés et une bande tampon de 5 mètres de part et d'autre de ceux-ci sera mise en place.

Un franchissement de fossé et de ses abords est prévu. Néanmoins, bien que ce franchissement altérera ponctuellement les habitats, il ne remet pas en cause la pérennité ni la fonctionnalité du fossé.

De plus, bien que le projet concerne des zones humides au sens de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 (landes à molinie), le caractère humide du site ne sera pas modifié, permettant la reprise naturelle de la végétation (cf. Paragraphe IX. 1. 2. ). La création de la centrale photovoltaïque aura un impact temporaire sur les habitats naturels. Le retour d'expérience sur le suivi de centrales photovoltaïques au sol montre une reprise de la végétation sous les panneaux solaires.



Reprise de Landes à Molinie – Centrale de Garosse © ETEN Environnement



Reprise de Landes à Molinie – Centrale de Ygos Saint-Saturnin © ETEN Environnement

De plus, l'implantation du projet n'intervient pas sur les habitats d'intérêt communautaires de Landes humides atlantiques.

En outre, l'entretien du site et l'enlèvement des arbustes tels que la bourdaine auront une influence positive sur la possibilité de recolonisation de ce milieu par les Landes humides atlantiques.

m

Néanmoins, les opérations de chantier peuvent entraîner des détériorations d'habitats naturels (dégradation physique de l'habitat) voire la disparition totale d'un habitat.

En effet, l'emprise des travaux ne se réduit pas uniquement à l'emplacement des travaux. Il est nécessaire de pouvoir stocker les engins de chantier, d'élaborer des pistes d'accès, de stocker les matériaux extraits. Ces emprises peuvent alors représenter des superficies significatives et entraîner des perturbations des conditions stationnelles des habitats ou leur disparition.

Il est nécessaire également de prendre en compte les impacts potentiels suivants :

- blessure aux arbres conservés par les engins de chantier,
- projection de poussières sur la végétation engendrant une perturbation significative de leurs fonctions biologiques et une modification des cortèges floristiques.

Les habitats d'intérêt communautaire seront balisés avant les travaux et pendant toute la période des travaux afin de ne pas impacter ces habitats.

## Impact sur les zones humides

### En phase travaux

Les principaux facteurs de destruction des zones humides sont constitués par des processus d'assèchement, de mise en eau, d'imperméabilisation et de remblais. Ces critères sont ceux de la rubrique 3.3.1.0 de l'article R214-1 du Code de l'environnement.

Chaque type d'intervention sur le chantier doit être analysé afin de préciser les impacts éventuels sur les zones humides.

### **Phase de préparation du terrain (défrichage, dessouchage, terrassements) :**

Les opérations de défrichage/dessouchage ont pour caractéristique de pouvoir occasionner des remontées de nappe. En effet, le couvert végétal forestier n'étant plus présent, les eaux de la nappe phréatique se retrouvent moins sollicitées par les processus d'évapotranspiration et donc remontent.

Ce type d'impact peut donc apparaître paradoxalement favorable et positif pour les zones humides. L'influence de la nappe étant en effet plus forte dans le sol et vers la surface, la végétation superficielle peut être amenée à se modifier, en laissant place aux espèces les plus hygrophiles.

**L'impact de cette phase de chantier est donc positif dans le maintien et la préservation des zones humides, au regard notamment d'une reprise de l'exploitation forestière si le projet ne venait pas à se faire. Cependant, cette incidence positive n'est pas envisageable dans le cas du présent projet puisque le maintien du réseau de fossés sillonnant le site limitera cette remontée de nappe.**

Pour leur part, les travaux de terrassements peuvent être sources de destruction de zones humides. En cas de grandes opérations de déblais/remblais, les impacts sont directs et irréversibles puisqu'ils modifient instantanément les conditions pédologiques et topographiques en présence.

Cependant, pour le projet de Labrit, ces travaux seront minimes. Le terrain d'accueil de la centrale est en effet horizontal et favorable à l'implantation de panneaux solaires. Les travaux de terrassements sur ce site se limiteront donc à régaler les microreliefs de surface, occasionnés par les anciennes souches de Pins maritimes.

**L'impact de cette opération est donc faible vis-à-vis du maintien des conditions d'existence des zones humides du site. Ces travaux équivalent de plus à la phase de préparation des sols dans le cadre de l'exploitation forestière.**

**Cette phase de préparation ne détruit donc pas les zones humides en présence. Seule la végétation qui la constitue disparaît temporairement.**

**La végétation pourra reprendre de façon naturelle après l'implantation des panneaux et après la phase de chantier, une « scarification » des sols sera mise en œuvre afin de traiter les tassements consécutifs aux passages répétés des engins de travaux, susceptibles de provoquer un ruissellement plus important. Cette scarification, couplée avec la reprise végétale permettra une reconstitution rapide d'un couvert naturel, favorisant à la fois une meilleure rétention initiale et une reprise des eaux par évapotranspiration.**



**Exemple de reprise de la Molinie sous des panneaux solaires 2 mois après la fin des travaux © ETEN Environnement – Centrale photovoltaïque de Villenave (40)**

### **Phase d'implantation des pieux d'ancrage des modules :**

La mise en place des pieux, supports des panneaux photovoltaïques, constitue une deuxième source d'inquiétude pour la pérennité des zones humides. En effet, selon la nature du sol, leur présence peut induire des écoulements préférentiels à leur niveau, avec des risques d'assèchement associés. Cependant, ces impacts ne sont perceptibles que sur des sols imperméables à semi-perméables, de type argileux ou aliosés. Sur le site de Labrit, il n'a pas été retrouvé de couche d'alios et les sols en place sont plutôt drainants (horizons superficiels sableux). Ainsi, au vu de la nature globalement perméable des sols en place, il ne peut être envisagé d'assèchement plus prononcé que celui actuellement en vigueur. Enfin, la surface concernée par ces pieux est généralement équivalente à 0,10 % de la surface du projet. A ce niveau, les risques d'un assèchement généralisé ne sont pas concevables malgré le fort maillage des pieux sur le terrain.

Ces travaux ne viendront donc pas bouleverser les sols en place, ce qui ne changera pas les conditions stationnelles offertes à la végétation. La reprise de celle-ci pourra donc s'effectuer sur des conditions équivalentes, ce qui laisse augurer une reprise rapide.

Au vu des éléments présentés précédemment, les risques d'assèchement sont très faibles du fait des pieux des modules.

Mise en place des systèmes de supports et des panneaux :

Cette phase de travaux est entièrement réalisée en surface.  
Aucun impact direct ou indirect n'est donc décelable sur les zones humides.

Phase de creusement de tranchées au droit des lignes de panneaux :

Des tranchées doivent être creusées au droit de chaque ligne de panneaux afin d'y installer les câbles de raccordement vers les onduleurs et les postes de transformation. Cette opération nécessite le creusement de tranchées d'une profondeur de 80 cm, pour une largeur de 60 à 70 cm.  
Ces travaux donnent lieu à des remaniements de sols et donc à des déstructurations de leur densité, de leur compacité et de leur homogénéité. Cela peut donc conduire à créer des couloirs de circulation souterraine d'eau, avec des risques d'assèchement associés. Néanmoins, ces tranchées sont toutefois très localisées, situées en bout des rangées de panneaux et ne concerneront qu'une très faible partie du site, environ 1 % de la surface du projet.

Cependant, ce risque existe. Ainsi, il est préconisé la mise en place de lits semi-perméables sous les câbles, en fond de tranchées, constitués de limons. Cette matière semi-imperméable ne permettra pas l'infiltration immédiate des eaux de pluies au droit des tranchées, limitant ainsi les risques d'infiltration préférentielle vers les zones de remaniements. Cette mesure permet de limiter les désordres sur le reste de la zone humide et par là, tout risque d'assèchement généralisé. Grâce à la mise en place des lits limoneux, les risques d'assèchement sont faibles. Aucun impact résiduel n'étant détecté après mesure d'atténuation, aucune mesure compensatoire n'est donc à mettre en œuvre sur ce projet concernant les zones humides.

Autres phases de travaux

Les autres phases de travaux sont constituées par :

- l'installation des clôtures périphériques,
- l'implantation des bâtiments techniques (594 m²),
- le paramétrage des onduleurs et des transformateurs,
- la mise en place du système de surveillance,
- l'installation et le paramétrage du poste de livraison.

Seule l'installation des bâtiments techniques augure un impact sur les zones humides. Ce sont ainsi 594 m² qui seront directement imperméabilisés. Cependant, cet impact est jugé faible car cette artificialisation des sols ne représente que 1,29 % de l'aire du projet.  
Les autres opérations sont sans effet sur la zone humide.

Conclusion :

Le tableau ci-après récapitule les impacts induits par les travaux sur la zone humide<sup>8</sup>.

Phase de travaux	Intensité de l'impact sur la zone humide	Capacité de la zone humide à se régénérer après travaux	Surfaces concernées (en ha et en % de l'aire du projet)
Défrichement <sup>9</sup>	Neutre	bonne	51,1565 ha soit 100 %
Terrassements	Faible	bonne	Environ 80 %
Mise en place des pieux	Faible	Très bonne	0,10 %
Creusement des tranchées	Faible	bonne	1 % maximum, susceptible d'impacter tout le site
Imperméabilisation	Faible	Très mauvaise	0.0594 ha soit 1,29 %

Après aménagement du site, seuls deux éléments ne concourent pas à une régénération optimale de la zone humide. Il s'agit du risque lié aux circulations d'eaux souterraines et à l'imperméabilisation de 594 m².

En matière de fonctionnalités de cette zone humide, le projet possède les impacts suivants :

- nul pour la fonction « connexion biologique » (car le projet permet le maintien d'une zone ouverte, ce que ne permet pas une plantation de Pins maritimes),
- faible pour la fonction « ralentissement du ruissellement » (le sol en place gardera ses caractéristiques perméables du fait que les panneaux soient hors-sol, ne constituant pas une imperméabilisation du terrain au strict sens du terme),
- faible pour la fonction « soutien naturel d'étiage », le projet ne modifiant pas la nature des sols en place et permettant l'alimentation de la nappe phréatique.

Le projet n'impacte donc pas les fonctionnalités détectées pour ces zones humides.

Impact sur la flore

La diversité floristique du site est relativement faible. Les espèces patrimoniales identifiées (*Drosera*) sont présentes au niveau des fossés. Ces derniers sont conservés, avec une zone de protection de 5m de part et d'autre du haut de berge. Le projet n'aura ainsi aucune incidence sur ces espèces.

Le projet nécessite le remodelage des terrains (compactage des sols de la zone) : la conséquence directe est la destruction du tapis végétal en place. Cependant, ces opérations peuvent s'apparenter aux travaux sylvicoles régulièrement réalisés sur cette zone.

Ainsi, même s'il est difficile de connaître de manière exacte le tapis végétal qui recolonisera spontanément le site après travaux, il est toutefois possible d'envisager sa recolonisation par les espèces locales actuellement en place (*Molinie*, *Bruyères*, *Callune*, *Ajoncs*, *Graminées*,...) reconstituant ainsi des habitats de landes rases ou basses. De plus, ces espèces ont un fort potentiel de colonisation et s'installent rapidement après des opérations sylvicoles, dans la mesure où les conditions stationnelles restent inchangées.

<sup>8</sup> Le tableau a été mis à jour par rapport à d'autres documents qui ont pu être diffusés auparavant. Les mêmes conclusions avaient été données pour le défrichement mais n'avaient pas été retraduits en « neutre » dans l'intensité de l'impact, ni en « bonne » sur la capacité de la zone humide à se régénérer après travaux.

<sup>9</sup> Cf. : Annexe 9 : Extrait du plan cadastral pour les parcelles concernées par le défrichement

*m*

Le choix du maître d'ouvrage est de conserver la surface du sol à l'état naturel (pas de revêtement). De plus, pour toutes opérations de terrassements, il est préconisé de réutiliser la terre végétale du site. En effet, cette terre contient les stocks de graines des espèces locales adaptées favorisant la reconquête du milieu par les espèces locales.

La majorité des stations de Drosera sont localisées dans les fossés. Les fossés sont préservés dans le cadre du projet. Ces stations de Drosera ne seront ainsi pas impactées.

3 stations sont présentes sur des omières de tracteur au centre de la parcelle Sud. Ce secteur n'est pas concerné par l'implantation des panneaux solaires.

En outre, les travaux et les éventuelles omières créées dans le cadre des travaux seront favorables à l'apparition de station de Drosera.



Exemple de la colonisation de Drosera au sein d'une centrale photovoltaïque après travaux  
© ETEN Environnement

Les stations de Drosera au sein de la parcelle Sud seront balisées avant le début des travaux afin de placer la piste d'accès à une distance minimale de 1m des stations, permettant ainsi de ne pas avoir d'incidence sur cette espèce protégée.

L'impact sur la flore apparaît donc faible.

### Impact sur les habitats d'espèces

La disparition des espaces de végétation, tels que les ronciers et les haies, diminue la surface d'habitat pour les individus des espèces qui y sont inféodées. Cela peut entraîner la disparition des animaux à petits territoires (petits mammifères, oiseaux, reptiles...).

Les espèces patrimoniales présentes (amphibiens et oiseaux) ne seront pas impactées par le projet car localisées aux abords du site ; notamment les habitats de la Fauvette Pichou, du Grand Capricorne et des amphibiens.

Les landes à Molinie sont des habitats favorables au Fadet des Lâches mais les inventaires de terrain réalisés pour la présente étude n'ont pas mis en évidence la présence de l'espèce sur les parcelles concernées par le projet. De plus, notre retour d'expérience sur les projets de centrale photovoltaïque au sol montre une reprise de la Molinie après la phase chantier (cf. photographie page précédente). Egalement, dans le cadre d'une expertise faune sur le site d'une centrale photovoltaïque au sol (Garein), le Fadet des Lâches a été identifié sur l'emprise même de la centrale photovoltaïque, entre les rangées de panneaux où la Molinie avait repris, et ce quelques mois à peine après la construction de la centrale.

Les habitats concernés par le projet sont actuellement dégradés par la présence de fructicoées. Les travaux permettront la reprise de la Molinie sans la bourdaine, ce qui correspondra à un habitat plus favorable au Fadet des Lâches qu'actuellement.

Ainsi, l'impact de la création de la centrale photovoltaïque est considéré comme faible.

### Coupure de cheminement pour la faune

Le site sera entièrement clôturé afin de protéger l'installation contre le vol, empêchant par la même occasion la pénétration des grands mammifères. La diminution de la superficie de leur domaine vital apparaît négligeable par rapport à la superficie du massif forestier et ne remet pas en cause la viabilité des populations.

La petite faune (petits mammifères, reptiles, oiseaux...) pourra continuer à fréquenter le site pendant la phase exploitation, sans conséquences majeures ni pour elle, ni du point de vue technique pour l'installation. Pour se faire, des ouvertures seront adaptées dans la clôture, soit en laissant une distance de 20-25 cm entre le sol et la base de la clôture, soit à l'aide de mailles adaptées. De plus, les matériaux utilisés seront inoffensifs pour la faune, ainsi l'utilisation de barbelés sera proscrite.

Ainsi, les flux biologiques locaux des petites espèces ne seront pas impactés en phase d'exploitation. En raison, de leur possibilité de déplacement (vol), les flux pré et postnuptiaux des oiseaux ne seront également pas impactés. Seuls les flux biologiques locaux des grands mammifères seront perturbés. Cet impact apparaît relativement faible, en effet, les espèces seront en mesure de contourner le projet.

En cas d'intrusion accidentelle du grand gibier dans l'enceinte de la centrale, le personnel de maintenance s'organisera en conséquence pour permettre son évacuation.

Globalement, l'impact du projet sur la faune peut être considéré comme faible.

### Impact sur la fonctionnalité écologique

Bien que le projet soit clôturé et représente donc un obstacle pour la faune dans ses déplacements, la circulation en périphérie reste possible et l'impact sur le cheminement est donc faible. De plus, le site représente une faible surface au regard du massif forestier. Le sol restera à l'état naturel. Les fossés seront conservés.

L'impact sur la fonctionnalité écologique est donc faible.

### Impact sur l'évolution naturelle du site

Le site étant voué à l'exploitation forestière, son évolution dépend du cycle d'exploitation du Pin maritime.

L'implantation de la centrale photovoltaïque permettra le maintien d'un milieu ouvert de type lande au sein du massif forestier et donc une diversification des habitats.

De plus, les landes à Molinies, lorsqu'elles sont en bon état de conservation constituent des habitats privilégiés pour de nombreuses espèces d'oiseaux patrimoniales et pour le Fadet des Lâches.

### Impacts sur les ressources naturelles

#### La ressource en eau

Le projet n'aura aucune incidence sur la ressource en eau.

#### Les énergies renouvelables

La nature même du projet implique une incidence positive sur les énergies renouvelables.

Aucune mesure particulière n'est ainsi préconisée concernant les ressources naturelles.

Incidences sur les nuisances et les risques

Impact sur l’ambiance sonore

Chaque centrale photovoltaïque est composée de panneaux fixes, n'émettant globalement aucun bruit. La production d'électricité à partir du captage de la lumière du soleil par des panneaux solaires est totalement silencieuse.

Plusieurs sources ponctuelles de bruit sont également à envisager : les postes de transmission, le bâtiment de contrôle et les transformateurs. Ces appareils sont installés dans des bâtiments donc aucun bruit ne filtrera à l'extérieur. Ces appareils bourdonnent légèrement mais à quelques mètres des bâtiments, ces bourdonnements ne sont plus perceptibles. De plus, ces équipements ne seront opérationnels qu'en journée, puisqu'ils sont dépendants de la production électrique des centrales photovoltaïques. Le bruit sera donc très faible et on peut considérer que l'impact sonore du projet sera négligeable. De plus, les premières habitations sont situées à environ 800 mètres du projet de centrale photovoltaïque.

L'impact de la modification du document d'urbanisme sur les émissions sonores est ainsi considéré comme nul. Aucune mesure particulière n'est ainsi préconisée concernant l'ambiance sonore.

Impact sur la qualité de l’air

L'exploitation de l'énergie solaire n'engendre aucune émission atmosphérique. De plus, l'activité humaine sur le site sera limitée aux simples opérations de maintenance et d'entretien.

L'impact de la modification du document d'urbanisme sur la qualité de l'air est ainsi considéré comme faible. Aucune mesure particulière n'est ainsi préconisée concernant l'ambiance sonore.

Incidence sur les risques

La seule incidence prévisible de la modification du document d'urbanisme porte sur le risque incendie.

Le projet devra se conformer aux préconisations du SDIS en la matière et intégrer les moyens de lutte contre l'incendie adéquats (débranchement, accès, matériel spécifique).

Impact du projet sur la santé

D'une façon générale, un tel projet de centrale photovoltaïque est un système de production « propre », permettant d'éviter l'émission de nombreux polluants nocifs, en substituant l'énergie renouvelable aux combustibles « traditionnels ».

La modification du document d'urbanisme a par conséquent un impact global positif sur l'environnement et la santé. Aucune mesure particulière n'est ainsi préconisée.

Impacts sur le cadre de vie

Impact sur le paysage

L'impact du projet sera globalement faible étant donné le filtre visuel constitué par les parcelles de pins ceinturant le projet.

De plus, au vu de l'éloignement du projet par rapport à la route départementale n°651, l'impact du projet sera faible. En revanche, l'impact du projet sera notable pour les usagers des pistes forestières.



Carte 20 : Exemple de vue sur une centrale photovoltaïque clôturée, avec forêt de Pins maritimes en arrière plan

Impact sur le patrimoine culturel et archéologique

Compte tenu de l'absence de patrimoine paysager ou culturel sur le site, l'impact est considéré comme nul.

L'impact de la modification du document d'urbanisme sur le cadre de vie est ainsi considéré comme faible. Aucune mesure particulière n'est ainsi préconisée.

Synthèse des impacts prévisibles de la modification du document d'urbanisme

Le tableau, ci-dessous, présente la synthèse des impacts prévisibles de la modification du document d'urbanisme sur l'environnement.

Tableau 9 : Synthèse des impacts prévisibles sur l'environnement				
	ELEMENT IMPACTE	CARACTERISTIQUE DE L'IMPACT	NATURE DE L'IMPACT <sup>10</sup>	IMPACT PREVISIBLE
Milieu physique	Topographie	Pas de terrassement nécessaire	1	Faible
	Milieu aquatique	Très faible imperméabilisation liée au projet	1	Faible
		Pollution liée au lessivage	/	Nul
Milieu biologique	Habitats naturels	Destruction partielle d'habitats naturels	1	Faible
		Altération de zones humides	1	Faible
	Flore	Destruction de la flore	1	Faible
	Habitats d'espèces	Destruction d'habitats d'espèces	1	Faible
	Trame verte et bleue	Coupure du cheminement pour la faune	1	Faible
		Perte de surface au sein du massif	1	Faible

<sup>10</sup> 1 : Impact négatif  
+ : Impact positif

m

	ELEMENT IMPACTE	CARACTERISTIQUE DE L'IMPACT	NATURE DE L'IMPACT <sup>10</sup>	IMPACT PREVISIBLE
		forestier		
Ressources naturelles	Ressource en eau	Projets liés au zonage ne nécessitant pas de prélèvement d'eau	/	Nul
	Energies renouvelables	Zonage impliquant l'installation d'énergies renouvelables	+	Positif
Nuisances et risques	Ambiance sonore	Emissions sonores liées à l'exploitation des centrales photovoltaïques	1	Nul
	Qualité de l'air	Emission de polluants atmosphériques liée à l'exploitation des centrales	1	Nul

	ELEMENT IMPACTE	CARACTERISTIQUE DE L'IMPACT	NATURE DE L'IMPACT <sup>10</sup>	IMPACT PREVISIBLE
		photovoltaïques		
	Risques	Risque incendie	1	Modéré
	Santé	Limitation des gaz à effet de serre	+	Positif
Cadre de vie	Paysage	Secteur non visible pas visible par les habitations riveraines	1	Nul
	Patrimoine culturel	Pas de patrimoine culturel connu	1	Nul

<sup>16</sup> Les Impacts jugés permanents sont des impacts irréversibles, y compris ceux causés par les travaux  
 Les impacts jugés temporaires sont des impacts réversibles, y compris pendant la phase de travaux

<sup>17</sup> 1 : Impact négatif

⊕ : Impact positif

*Handwritten signature*

## Mesures envisagées pour éviter et réduire les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement

### Mesures d'évitement

#### Une diminution du zonage

Les réflexions autour des différents scénarii présentés précédemment constituent des mesures d'évitement progressives afin d'aboutir au scénario le moins impactant pour l'environnement (scénario 3). Ce dernier scénario a lui-même été affiné afin d'éviter les enjeux liés à la présence des fossés sillonnant le site.

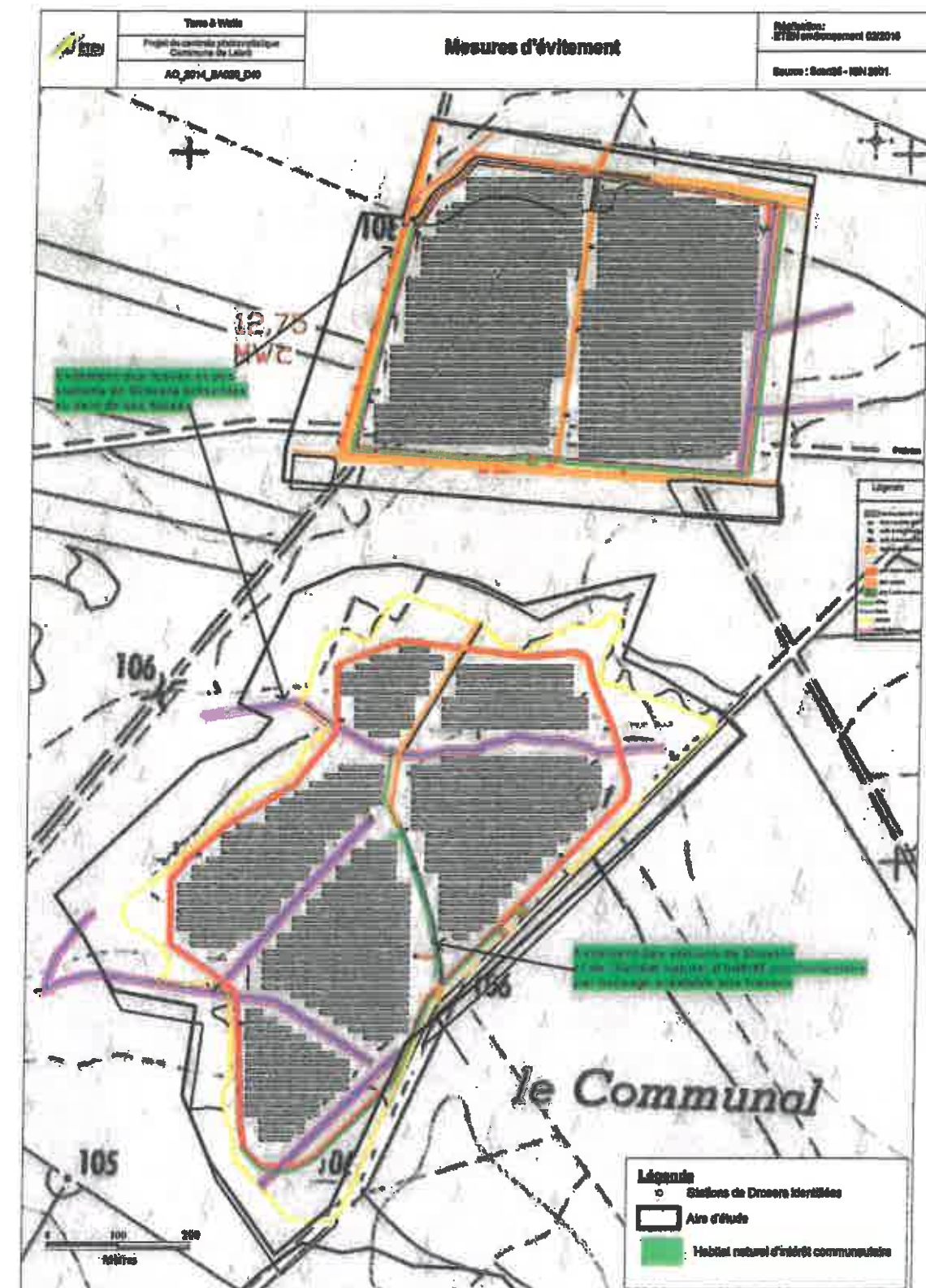
#### Au-delà du PLU, des mesures d'évitement menées au stade projet

Les fossés présents sur le site seront conservés. De plus, une distance de recul des installations par rapport à ces fossés est prévue dans la conception du projet. Cette distance de recul est de 5m de part et d'autre des fossés.

Cette mesure permet également d'éviter tout impact sur les stations de Roselle à feuilles intermédiaires inventoriées au niveau du fossé longeant les limites du projet. De plus, les stations de Drosera au sein de la parcelle Sud seront balisées avant le début des travaux afin de placer la piste d'accès à une distance minimale de 1m des stations, permettant ainsi de ne pas avoir d'incidence sur cette espèce protégée.

Les habitats d'intérêt communautaire seront balisés avant les travaux et pendant toute la période des travaux afin de ne pas impacter ces habitats.

Également, le projet a été revu à la baisse pour éviter les habitats du Fadet des Laîches (présence potentielle).



Carte 21 : Mesures d'évitement

12

## Mesures de réduction : au-delà du PLU, des mesures de réduction menées au stade projet concernant les milieux naturels

En sus des mesures d'évitement intégrées au projet, des mesures de réduction sont proposées afin de limiter l'impact du projet sur la biodiversité commune.

### Phasage des travaux

Les oiseaux nicheurs s'établissent sur leur lieu de nidification au début du printemps (en général avril – mai pour les passereaux).

Afin de limiter l'impact sur les activités vitales des espèces, il est préconisé au maître d'ouvrage de réaliser ses travaux hors de la période de reproduction, soit de commencer les travaux avant début avril ou après août, afin de permettre le report des espèces sur les milieux adjacents sans impacter directement leur reproduction.

### Limiter l'emprise des travaux

En phase travaux, la circulation des engins peut induire des impacts directs sur les habitats proches ainsi que des impacts involontaires sur les arbres présents à proximité. Un itinéraire pour la circulation des véhicules sera préalablement mis en place et strictement respecté.

Ainsi, l'emprise du chantier devra être limitée au strict nécessaire. Les véhicules emprunteront les accès préalablement définis et ne devront s'en écarter.

La zone de chantier sera réduite au strict minimum pour limiter la destruction des habitats. Un itinéraire sera défini pour la circulation des véhicules.

### Limiter le développement des plantes envahissantes

Les chantiers, par les remaniements qu'ils entraînent, sont propices au développement d'adventices et à la prolifération de plantes envahissantes. Les engins de chantiers sont des vecteurs de propagation de ces espèces (transport de terre végétale, déplacements des véhicules sur de longs trajets...).

La prolifération des espèces invasives produit des changements significatifs de composition, de structure et/ou de fonctionnement des écosystèmes. Cette prolifération est un des facteurs majeurs de la perte de diversité biologique.

Actuellement sur le site, aucune espèce envahissante n'a été notée. Afin d'éviter le développement de plantes envahissantes sur le site, l'entreprise devra nettoyer l'ensemble des véhicules utilisés avant d'intervenir sur le site, et ce dans des lieux spécialisés.

## Pendant la phase d'exploitation de la centrale photovoltaïque : revégétalisation naturelle des milieux

Le choix du maître d'ouvrage est de conserver le sol à l'état naturel (pas de revêtement) ce qui permettra l'installation rapide d'un tapis végétal. Le peu de surface remaniée permettra une recolonisation rapide de la végétation. De plus, la Molinie présentant de bonnes capacités de recolonisation, cette reprise végétale sera donc rapide.

### Entretien des zones herbacées

Pour l'entretien des zones herbacées, il est préconisé de ne pas utiliser de produits phytosanitaires ou d'engin lourd (rouleau landais).

Une fauche et un débroussaillage tardif peuvent être mis en place pour limiter le développement des ligneux. Afin de favoriser la colonisation du Fadet des Laïches, la fauche devra être réalisée à minima à 30 cm du niveau du sol.

## Réaménagement du site en fin d'exploitation

La durée de vie de la centrale photovoltaïque est estimée à 20 ans. Passé la période d'exploitation, la centrale sera démantelée. Les panneaux photovoltaïques seront démontés et recyclés.

Le site sera donc remis à l'état naturel, et la végétation reprendra naturellement.

Comme pour la création de la centrale, la remise en état du site devra suivre les mêmes préconisations (phasage des travaux, respect des emprises,...).

Les terrains concernés pourront retrouver à la fin de la période d'exploitation leur vocation forestière, d'autant plus que la société d'exploitation s'oblige à un provisionnement pour assurer la remise en état des lieux.

Les panneaux étant fixés sur des châssis fixe ancrés au terrain par un système de pieux, leur enlèvement sera aisé et rapide par rapport à des systèmes incluant des fondations ou des blocs de béton.

## Mesures de réduction : au-delà du PLU, des mesures de réduction menées au stade projet concernant le risque incendie

Les mesures préventives présentées ici sont largement issues du « Guide pour la prise en compte du risque d'incendie de forêt dans les documents d'urbanisme et dans la gestion des demandes d'autorisation d'occupation des sols sur le territoire du département des Landes ».

Une centrale photovoltaïque est un aménagement novateur pour lequel il n'existe pas de modèle de prévention des risques incendie.

La totalité des centrales photovoltaïques est raccordée à la terre et l'ensemble des composants électriques, entre autres les onduleurs, sont tous équipés d'éléments de protection incendie.

### Débroussaillage et zone tampon :

Des actions préventives de débroussaillage de la végétation basse, touffue et particulièrement combustible doivent être conduites autour des installations.

L'exploitant des centrales photovoltaïques fera réaliser un débroussaillage forestier, sur une largeur de 50 m à l'extérieur des panneaux afin de réduire la possibilité de propagation du feu par la végétation au sol. Deux passages annuels seront prévus.

Une piste calcaire sera aussi prévue sur une largeur de 5 m à l'intérieur de la clôture grillagée.

### Accès par les voies de circulation :

Les voies de circulation pour la protection incendie devront être conformes aux préconisations proposées dans le « Guide pour la prise en compte du risque d'incendie de forêt dans les documents d'urbanisme et dans la gestion des demandes d'autorisation d'occupation des sols sur le territoire du département des Landes », tant en termes de largeur, que de force portante ou de pente.

Les besoins de circulation pour l'opération de centrale devraient correspondre dans les grandes lignes aux besoins pour la défense incendie.

Une bande calcaire de 5 m à l'intérieur de la clôture permettra aux engins incendie de facilement se déplacer tout autour des centrales photovoltaïques qui, en plus d'être une zone pare-feu très favorable, favorisera la circulation des équipes.

Les accès au site sont possibles via les pistes forestières et la route départementale n°651.

### **Défense contre l'incendie :**

Un feu sur des installations photovoltaïques ne pouvant être combattu avec de l'eau, le SDIS des Landes ne requiert pas l'installation d'une réserve d'eau sur les sites n'intégrant pas de locaux de type base de vie (bureaux, ateliers,...).

En revanche, le matériel suivant sera mis à disposition du SDIS :

- plusieurs (nombre exact à définir avec le SDIS) extincteurs à poudre de 6L,
- une perche à corps,
- une paire de gants isolants,
- une bâche pour couvrir une partie des panneaux et ainsi suspendre la production d'électricité.



## Articulation avec les autres plans et programmes

Les paragraphes suivants présentent l'articulation de la modification du document d'urbanisme avec les plans et programmes.

### Rapport de « compatibilité » avec les plans et programmes

Plans ou programmes	Document approuvé et exécutoire		Rapport de « compatibilité »	
	OUI	NON	Orientations du plan ou programmes	Modification du document d'urbanisme de Labrit
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 Adopté le 1 <sup>er</sup> décembre 2015	X		Le socle du SDAGE 2016-2021 est constitué de 4 orientations fondamentales : <ul style="list-style-type: none"> <li>• orientation A : créer les conditions de gouvernance favorables en vue d'une politique de l'eau cohérente et à la bonne échelle ;</li> <li>• orientation B : réduire les pollutions qui compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages ;</li> <li>• orientation C : améliorer la gestion quantitative en maintenant une quantité d'eau suffisante dans les rivières capable d'assurer les prélèvements pour l'eau potable, les activités économiques et de loisirs et tout en assurant le bon état des milieux aquatiques ;</li> <li>• orientation D : préserver et restaurer les milieux aquatiques (zones humides, lacs, rivières...).</li> </ul>	Les objectifs de réduction des pollutions et de préservation des milieux aquatiques sont pris en compte dans le cadre du projet de centrale photovoltaïque/ Par conséquent, la modification du document d'urbanisme est compatible avec les orientations du SDAGE.
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Midouze » et « Leyre »	X		Le SAGE « Midouze » fixe des enjeux à l'échelle des cours d'eau, zones humides et nappes superficielles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver et garantir une eau potable de qualité en quantité suffisante pour les besoins actuels et futurs ;</li> <li>- Reconquérir la qualité de l'eau à travers l'amélioration des rejets directs, la lutte contre la pollution diffuse et son transfert vers les eaux superficielles et souterraines, ainsi que la lutte contre l'érosion des sols ;</li> <li>- Préserver, voire restaurer, les milieux humides et aquatiques et favoriser une gestion cohérente et mutualisée des cours d'eau sur l'ensemble du bassin ;</li> <li>- Restaurer des étiages satisfaisants en diminuant la pression sur la ressource, en gérant au mieux les ressources existantes notamment la</li> </ul>	La localisation du projet et sa conception permettant de préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques.  Par conséquent, la modification du document d'urbanisme est compatible avec les SAGE « Midouze » et « Leyre ».

Plans ou programmes	Document approuvé et exécutoire		Rapport de « compatibilité »	
	OUI	NON	Orientations du plan ou programmes	Modification du document d'urbanisme de Labrit
	X		nappe des sables et les ouvrages de réalimentation, et en renforçant la ressource si nécessaire. Le SAGE « Leyre » définit cinq enjeux afin de préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la qualité des eaux superficielles en prévision du développement des activités et de l'urbanisation ;</li> <li>- Assurer une gestion hydraulique satisfaisante pour les milieux et les usages ;</li> <li>- Optimiser la gestion de la nappe phréatique ;</li> <li>- Assurer la gestion raisonnée des réseaux superficiels pour le maintien de l'équilibre biologique et physique ;</li> <li>- Préserver et gérer les zones humides du territoire.</li> </ul>	
SCOT Haute Lande		X	L'un des objectifs du DOO est : Axe 3 : Soutenir la création de richesses en Haute Lande Orientation 3 : La transition énergétique et la croissance verte Objectif 1 : Valoriser les ressources locales pour la croissance verte Prescription 1 Encourager et soutenir la production d'énergie renouvelable	La nature même du projet participe à cet objectif

### Rapport de « prise en compte » avec les plans et programmes

Plan ou programme	Document approuvé et exécutoire		Rapport de « prise en compte »	
	OUI	NON	Orientations du plan ou programmes	Modification du document d'urbanisme de Labrit
Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Adopté le 24 décembre 2015	X		Le SRCE d'Aquitaine classe le territoire au sein de l'entité « massif des Landes de Gascogne » ; dont les enjeux infrarégionaux sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conserver des espaces non fragmentés pour le maintien du caractère de réversibilité des espaces naturels de cette matrice,</li> <li>• Maintenir les surfaces agricoles (en particulier les systèmes prairiaux dans le massif des Landes)</li> <li>• Maintenir et développer les capacités de vie et de déplacement de la faune au</li> </ul>	La localisation du projet et sa conception permettent de répondre à ces enjeux.  La modification du document d'urbanisme prend en compte les orientations du SRCE.

Plan ou programme	Document approuvé et exécutoire		Rapport de « prise en compte »	
	OUI	NON	Orientations du plan ou programmes	Modification du document d'urbanisme de Labrit
			sein de la matrice forestière, • Préserver les éléments existants (zones humides, continuités latérales des cours d'eau, landes humides) et éviter/limiter l'assèchement général des horizons supérieurs du massif, • Maintenir l'assainissement de la surverse uniquement, • Maintenir et/ou restaurer la continuité longitudinale des cours d'eau.	

#### Documents de « référence »

Plan ou programme	Document approuvé et exécutoire		Notion de « référence »	
	OUI	NON	Orientations du plan ou programmes	Modification du document d'urbanisme de Labrit
Schéma Régional Climat, Air, Énergie d'Aquitaine (SRCAE) Approuvé le 15 novembre 2012	X		Le SRCAE d'Aquitaine est un document stratégique qui définit les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables terrestres et d'amélioration de la qualité de l'air. Les objectifs sont les suivants : • une réduction de 28,5% des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008 ; • une production des énergies renouvelables équivalente à 25,4% de la consommation énergétique finale en 2020 ; • une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 1990 ; • une réduction des émissions de polluants atmosphériques, notamment les oxydes d'azote et les particules en suspension.	La nature même du projet participe aux objectifs du SRCAE.

*m*

## Critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets de la modification du document d'urbanisme sur l'environnement

Le plan doit faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation (cf. article L123-13-1 du Code de l'Urbanisme). De fait, il convient de préciser comment l'évaluation ex-post et le suivi des mesures envisagées est assuré : méthode et indicateurs utilisés.

En rapport aux enjeux, aux objectifs de conservation retenus et aux incidences prévisibles de la modification du document d'urbanisme, il est possible de dégager les besoins et nécessité de suivi à travers des indicateurs précis de l'évolution de l'environnement au niveau du secteur de la centrale photovoltaïque.

Par conséquent, les thématiques retenues pour les indicateurs de suivi sont les thématiques ayant présentées des sensibilités à l'issue de l'évaluation environnementale, soit Le Milieu naturel.

A noter que ces indicateurs sont élaborés au stade projet notamment dans le cadre des dossiers réglementaires.

En phase d'exploitation de la centrale, un suivi sur site sera réalisé. Ce suivi aura pour but de vérifier la reprise de la végétation sur le site, ainsi que l'efficacité de la gestion intensive de la végétation sur les espèces faunistiques.

Ainsi, seront réalisés :

- une cartographie des habitats naturels avec des relevés phytosociologiques ;
- des inventaires sur la faune fréquentant le site avec recensement ciblée sur les espèces protégées.

Ce suivi devra être réalisé chaque année les 3 premières années après les travaux, une fois la cinquième année puis tous les cinq ans jusqu'au démantèlement de la centrale. Soit au total sept suivis, pour une durée approximative de vingt ans.



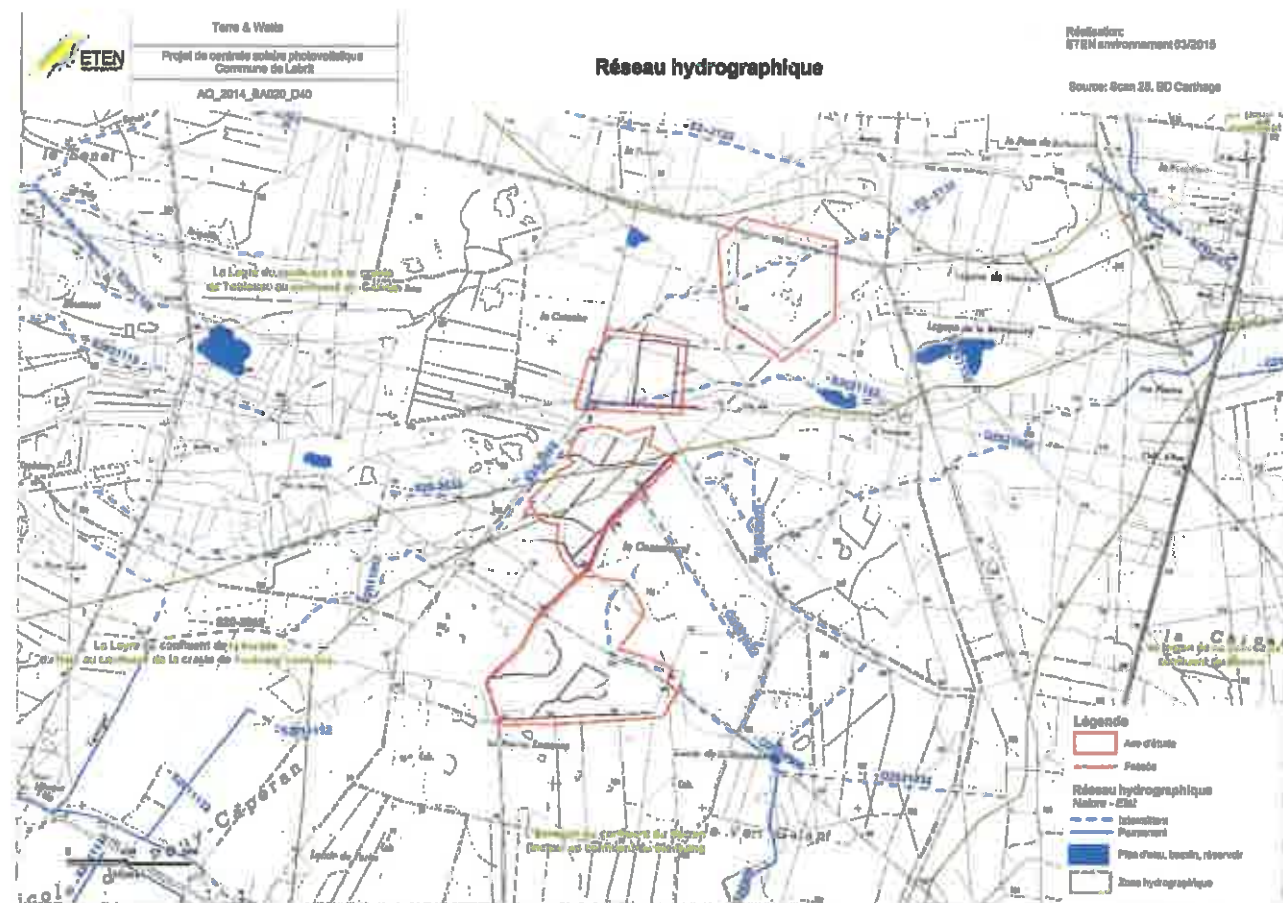
## Résumé non technique

### Etat Initial

#### Milieu physique

Au niveau de la zone de création du projet, la nature des sols en surface est plutôt drainante. Le projet de centrales photovoltaïques est situé sur un terrain plat à basse altitude, sous un climat océanique, dont l'ensoleillement est favorable à l'implantation de centrales photovoltaïques.

Un important réseau de fossés sillonne les emprises projet.



#### Milieu biologique

Aucune contrainte réglementaire n'est recensée sur les milieux naturels au sein de l'emprise.

Un habitat d'intérêt communautaire n'a été identifié au sein de l'aire d'étude : la Lande atlantique.

Des zones humides au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 sont présentes (Lande à Molinie). Ces habitats sont présents dans et hors de l'emprise du projet.

Les investigations de terrain ont également permis de recenser deux espèces végétales d'intérêt patrimonial. Il s'agit du Rossolis intermédiaire (*Drosera intermedia*) et du Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*), présents au niveau du réseau de fossés sillonnant l'aire d'étude.

Ce réseau de fossés présente également un intérêt pour la reproduction des Amphibiens, d'autant plus que la richesse de cet habitat est non négligeable au sein de la matrice forestière environnante. Toutefois, aucun indice de reproduction n'a pu y être mis en évidence.

Egalement, le Fadet des Laches a été identifiée dans l'aire d'étude mais hors emprise du projet.

D'autres espèces patrimoniales sont présentes hors emprise (Fauvette pitchou, Grand Capricorne).

h

## Ressources naturelles

Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable. Les pressions agricole, domestique, industrielle, sont faibles sur les masses d'eau superficielles. L'irradiation annuelle estimée est favorable à l'implantation de panneaux photovoltaïques.

## Pollutions, nuisances et qualité des milieux

Le site est concerné par le SAGE « Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés » (mis en œuvre) et le SAGE « Midouze » (mis en œuvre). La qualité de l'air sur le périmètre d'étude peut donc être estimée comme bonne, ainsi que l'ambiance sonore.

## Les risques

Le risque majeur prépondérant concerne le risque feux de forêt.

## Cadre de vie

La zone est située au sein du massif forestier landais. Aucun patrimoine culturel ou archéologique n'est recensé sur la zone d'étude. Les premières habitations sont situées à plus de 800m ce qui ne permet pas de covisibilité. Le site se découvre uniquement par les pistes forestières.

## Motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement

### Le projet photovoltaïque

Le projet s'inscrit dans la démarche nationale de développement des énergies renouvelables.

La sélection du site a pris en compte plusieurs paramètres, dont en particulier :

- l'ensoleillement,
- les contraintes locales (maîtrise foncière, surface, proximité du réseau électrique, ...),
- les politiques locales des collectivités territoriales,
- le paysage et le patrimoine naturel,
- la pertinence énergétique du projet au regard de la technologie prévue.

## Les principes d'aménagement

4 scénarii n'implantation ont été étudiées afin de prendre en compte au maximum l'environnement dans le cadre de l'implantation du projet.

## Incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement

Le tableau, ci-dessous, présente la synthèse des impacts prévisibles de la modification du document d'urbanisme sur l'environnement.



Tableau 10 : Synthèse des impacts prévisibles sur l'environnement

	ELEMENT IMPACTE	CARACTERISTIQUE DE L'IMPACT	NATURE DE L'IMPACT. <sup>11</sup>	IMPACT PREVISIBLE
Milieu physique	Topographie	Pas de terrassement nécessaire	1	Faible
	Milieu aquatique	Très faible imperméabilisation liée au projet	1	Faible
		Pollution liée au lessivage	/	Nul
Milieu biologique	Habitats naturels	Destruction partielle d'habitats naturels	1	Faible
		Altération de zones humides	1	Faible
	Flore	Destruction de la flore	1	Faible
	Habitats d'espèces	Destruction d'habitats d'espèces	1	Faible
	Trame verte et bleue	Coupure du cheminement pour la faune	1	Faible
		Perte de surface au sein du massif forestier	1	Faible
Ressources naturelles	Ressource en eau	Projets liés au zonage ne nécessitant pas de prélèvement d'eau	/	Nul
	Energies renouvelables	Zonage impliquant l'installation d'énergies renouvelables	+	Positif
Nuisances et risques	Ambiance sonore	Emissions sonores liées à l'exploitation des centrales photovoltaïques	1	Nul
	Qualité de l'air	Emission de polluants atmosphériques liée à l'exploitation des centrales photovoltaïques	1	Nul
	Risques	Risque incendie	1	Modéré
	Santé	Limitation des gaz à effet de serre	+	Positif
Cadre de vie	Paysage	Secteur non visible pas visible par les habitations riveraines	1	Nul
	Patrimoine culturel	Pas de patrimoine culturel connu	1	Nul

<sup>16</sup> Les impacts jugés permanents sont des impacts irréversibles, y compris ceux causés par les travaux  
Les impacts jugés temporaires sont des impacts réversibles, y compris pendant la phase de travaux

<sup>17</sup> 1 : Impact négatif  
+ : Impact positif

Mesures envisagées pour éviter et réduire les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement

Compte tenu du faible impact prévisible de la modification du document d'urbanisme sur l'environnement, les mesures prises concernent essentiellement :

- Les mesures d'évitement, avec la réduction notable de la surface du projet selon 4 scénarii ;
- Au-delà du PLU, des mesures d'évitement au stade projet pour conserver le réseau de fossés et les espèces patrimoniales associées ;
- Des mesures de réduction au stade projet en faveur du milieu biologique.

Compatibilité avec les documents hiérarchiquement supérieurs

La modification du document d'urbanisme est compatible avec le SRC, SRCAE, SCOT haute Lande, le SDAGE Adour Garonne et les SAGE « Midouze » et « Leyre ».

<sup>11</sup> 1 : Impact négatif  
+ : Impact positif

h

Critères, Indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets de la modification du document d'urbanisme sur l'environnement

Les thématiques retenues pour les indicateurs de suivi sont les thématiques ayant présentées des sensibilités à l'issue de l'évaluation environnementale, soit Le Milieu naturel, qui fera l'objet d'un suivi dans le cadre de la réalisation du projet.

• Proposition d'indicateurs de suivi

CRITERES	INDICATEURS	METHODE	SOURCES DE DONNEES
1 – Patrimoine biologique, notamment : - avifaune - chiroptères - drosera	Présence constatée des espèces concernées	Observations terrains à N+ 6	Prestataire compétent
2 – Production d'énergie renouvelable	Production annuelle	Différence entre la production annuelle moyenne et production prévue	Futur exploitant
3 – Etat du déboisement et incidences sur le sol	- Remis en état des zones de chantier  - Création des pistes	Vérification à N + 1	Prestataire compétent
4 – Vérification des écoulements des eaux superficielles	Ecoulements des eaux dans les fossés existants	Observations terrains à N+ 1 et N + 6	Prestataire compétent



## • Éléments du PLU en lien avec le projet d'aménagement et de Développement Durable

Comme il est dit plus haut, la municipalité de Labrit avait déjà prévu de promouvoir un site de développement d'énergie renouvelable. Un projet de centrale photovoltaïque ou thermique avait déjà été évoqué entre 2012 et 2013.

### Le PADD

Le PADD de la commune de Labrit autorisait déjà, en 2009, la mise en place et le développement des énergies renouvelables avec, entre autre, l'utilisation de production d'énergie par le photovoltaïque.

Dans la dernière page du PADD du PLU de Labrit il est noté ce qui suit :

*"Développement des énergies alternatives et de l'habitat sain :*

*Prévoir la réalisation d'extensions urbaines dans un souci de respect de la charte de la communauté de communes, mais aussi dans un souci de développement durable par :*

- La possibilité d'installation d'équipements solaires.
- *L'incitation à utiliser des matériaux sains, une gestion raisonnée de l'eau pluviale,*
- **Permettre la pose d'installation et l'utilisation des énergies renouvelables (photovoltaïque, filière bois, etc.)"**

Le projet présenté, dont les zones AUer (zones à urbaniser réservées à l'accueil de projets de production d'énergies Renouvelables) sont la résultante dans le document d'urbanisme, respecte les orientations du SDAGE, particulièrement au vu de la présence de ripisylves et de zones humides, mentionnées dans le rapport d'étude d'impact réalisé par la société ETEN, datant de Juillet 2013..

**Aucun changement n'est donc nécessaire.**

*~*

Seul le tableau de répartition des surfaces sera modifié : .

Surfaces actuelles  
la modification N°1 du PLU

PLU - Sept 2012	
Zone	Surfaces approximatives (en ha)
UA	8,86 ha
UB	15,4 ha
UC	36,4 ha
UE	10,5 ha
UI	16,4 ha
1 AU	5,9 ha
2 AU	3,26 ha
AUa	1 ha
AUc	15,6 ha
AUe	0,38 ha
AUqf	8,42 ha
A	1030,3 ha
N	5915,32 ha
dont NL	14,7 ha
Nal	29,14 ha
Nqf	18,23 ha
Espaces Boisés Classés	98,61 ha
Total zones urbanisées et à urbaniser	122,12 ha
Total zones naturelles et agricoles	7 091,6 ha
Superficie totale de la commune	7 218 ha

Changement du tableau de surface après

PLU - après déclaration de projet Octobre 2016	
Zone	Surfaces approximatives (en ha)
UA	8,86 ha
UB	15,4 ha
UC	36,4 ha
UE	10,5 ha
UI	16,4 ha
1 AU	5,9 ha
2 AU	3,26 ha
AU a	1 ha
AU c	15,6 ha
AU e	0,38 ha
AU qf	8,42 ha
AU er	39,83 ha
A	1 030,3 ha
N	5 875,49 ha
dont NL	14,7 ha
Nal	29,14 ha
Nqf	18,23 ha
Espaces Boisés Classés	98,61 ha
Total zones urbanisées et à urbaniser	161,95 ha
Total zones naturelles et agricoles	7 051,77 ha
Superficie totale de la commune	7 218 ha

